

ASSASSINAT D'ALI TOUNSI

Chouaïb Oultache condamné à la prison à perpétuité

P3

VARIANT BRITANNIQUE DU COVID-19

Six nouveaux cas découverts en Algérie

P2

FOUGHALA (BISKRA)

Trois morts par asphyxie dans un réseau d'assainissement

P24

APRÈS 107 VENDREDI DE CONTESTATION

L'Algérie est dans l'impasse en plein "océan pacifique"

P3



PRIX DES MÉDICAMENTS

Le ministère fixe la liste des pays comparateurs

Le ministère de l'Industrie pharmaceutique a fixé, par décision ministérielle, la liste des pays comparateurs au niveau régional et international dans la procédure de fixation des prix des médicaments au niveau national. Dans une note adressée aux opérateurs pharmaceutiques, le ministère a indiqué qu'en application des dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 26 décembre 2020 fixant la procédure de fixation des prix des médicaments par le comité économique intersectoriel des médicaments, la liste des pays comparateurs au niveau régional et international a été fixée par une décision ministérielle.

P2

L'OPEP+

Le niveau de production actuel maintenu jusqu'à fin avril

• Le baril de Brent franchit la barre de 68 dollars

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés, désignés sous le nom d'Opep+, ont décidé jeudi de maintenir leur niveau de production actuel, et ce, jusqu'à fin avril prochain, a indiqué le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab. S'exprimant à l'issue de la 14ème réunion ministérielle des pays de l'Opep+ qui s'est tenue par visioconférence, Arkab a déclaré que les participants ont convenu de prolonger, durant le mois d'avril prochain, la baisse décidée en janvier, à savoir de 7,2 millions de barils par jour, "en raison de l'incertitude sur l'évolution du marché pétrolier, impacté toujours par la pandémie de la Covid-19".

P5

Régions

KHENCHELA

Distribution de 1.300 aides au logement rural en 2021

P8

TIZI-OUZOU

Caravane de sensibilisation sur le développement de la filière céréalière

P9

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

187 nouveaux cas, 152 guérisons et 5 décès

P24

WILAYA D'ALGER

Plus de 100 kg de drogue saisis et 11 suspects arrêtés

P24

FORUM DE LA RADIO DE TIZI-OUZOU

La pensée de Feraoun victime de la censure des autorités coloniales

P21

Sport

ELECTIONS DU CONSEIL DE LA FIFA

La candidature de Zetchi validée par le TAS après recours

P11



Brèves

VARIANT BRITANNIQUE
DU COVID-19

Six nouveaux cas
découverts en Algérie

Six (6) nouveaux cas du variant britannique du coronavirus (Covid-19) ont été détectés en Algérie, a annoncé jeudi l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA) dans un communiqué publié sur sa page Facebook. "Dans la continuité des activités de séquençage des virus SARS-CoV-2 mises en place par l'Institut Pasteur d'Algérie dans le contexte de surveillance des variants circulant actuellement dans le monde, et suite à la confirmation le 25 février dernier de deux cas porteurs du variant britannique à Alger, six autres cas porteurs de ce même variant ont été détectés ce jour 04 mars 2021, au niveau des laboratoires de l'IPA", indique le communiqué. "Il s'agit de quatre sujets contacts, détectés dans le cadre des enquêtes épidémiologiques autour de l'un des deux premiers cas et de deux nouveaux cas, actuellement en isolement au niveau de l'EHS d'El-Keltar et de l'EPH de Rouïba", a précisé l'IPA. Deux premiers cas du variant britannique du Covid-19 ont été détectés, le 25 février dernier, en Algérie chez un membre du personnel de santé de l'EHS de Psychiatrie de Chéraga (isolé actuellement) et chez un immigré venant de France pour l'enterrement de son père, rappelle-t-on.

R.N

ASSOCIATION DE
L'OBÉSITÉ ET DU
COVID-19"

Le risque mortalité
fortement augmenté

La contraction de la Covid-19 chez une personne obèse "a augmenté le risque de mortalité", a indiqué le ministre de la santé dans une allocution lue en son nom par le directeur de la prévention et de la promotion de la santé au ministère, Dr Djamel Fourar à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre l'obésité.

Le ministre a précisé que "toutes les études affirment le danger de mort quand il y a association de l'obésité et du Covid-19". En Algérie, entre 12% à 14% d'enfants âgés entre 0 et 5 ans ont été atteints d'obésité en 2013 contre 9 % en 2007, a-t-il précisé, indiquant que les études à indicateurs multiples font état d'une stabilité de ces chiffres en 2020.

Le taux des personnes souffrant de surpoids et d'obésité âgées entre 18 et 69 ans était de 55,6 % en 2017 (63,3 % chez les femmes et 48,3% chez les hommes), selon des études réalisées en 2017.

Pour faire face à cette situation, le ministère de la Santé a mis en place, "un plan national stratégique multisectoriel de prévention et de la lutte contre les facteurs de risque des maladies non transmissibles pour la période (2015-2019), avec pour axe stratégique, la promotion d'une alimentation saine, lequel vise à prévenir l'obésité chez la population. Ce plan se décline à travers deux mesures.

La 1ère visant à mettre en place un programme d'information et de communication autour de la prise de poids et l'obésité. La 2e mesure, vise quant à elle, à développer la prévention et le traitement du surpoids et de l'obésité. Selon le même responsable, le secteur de la Santé a tenu à ce que certaines mesures structurantes puissent bénéficier de la priorité absolue dans la prise en charge de l'obésité, à travers la mise en place d'un guide de prise en charge de l'obésité au profit des professionnels de la santé, lequel se veut "un outil indispensable" aux bonnes pratiques, tout en associant le médecin généraliste au niveau des structures de proximité.

Soulignant que l'obésité "est l'une des maladies résultants des changements dans le mode de vie qui peuvent toucher n'importe quel pays", M. Benbouzid a rappelé "l'intérêt mondial accordé à la mise au point d'un plan d'action national stratégique pour lutter contre la propagation de cette maladie".

R.N

PRIX DES MÉDICAMENTS

Le ministère fixe la liste
des pays comparateurs

Le ministère de l'Industrie pharmaceutique a fixé, par décision ministérielle, la liste des pays comparateurs au niveau régional et international dans la procédure de fixation des prix des médicaments au niveau national.

Dans une note adressée aux opérateurs pharmaceutiques, le ministère a indiqué qu'en application des dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 26 décembre 2020 fixant la procédure de fixation des prix des médicaments par le comité économique intersectoriel des médicaments, la liste des pays comparateurs au niveau régional et international a été fixée par une décision ministérielle.

Au niveau régional, le ministère a fixé la Tunisie et le Maroc comme pays comparateurs, tandis qu'au niveau international la liste des pays est composée de la Jordanie, la Turquie, l'Arabie-Saoudite, la Grèce, la France, la Belgique, le Royaume-Uni, l'Espagne et le pays d'origine du médicament.

L'article 5 de l'arrêté fixant la procédure de fixation des prix des médicaments stipule que la proposition du prix du médicament est examinée, sur la base d'un ou plusieurs paramètres, à savoir : le taux d'intégration, la comparaison du prix des médicaments de la même classe thérapeutique commercialisés au niveau national, la comparaison du prix des médicaments de la même classe thérapeutique commercialisés au niveau régional et international, ainsi que les volumes de ventes envisagées en Algérie. Elle doit également se référer, selon le même texte, aux études économiques et/ou pharmaco-économiques, les volumes de ventes réalisés en Algérie, en cas de renouvellement de la décision d'enregistrement, ainsi que les volumes de ventes réalisés dans les pays comparateurs.

Soulignant que la liste des pays comparateurs au niveau régional et international est fixée par décision du ministre chargé de l'industrie



pharmaceutique, le texte a expliqué que le taux de change usité au cours des travaux du comité économique s'effectue sur la base du cours vendeur du dinar en vigueur le premier jour ouvrable du mois précédent celui du jour de fixation du prix du médicament, tel qu'il est fixé par la Banque d'Algérie.

La procédure de fixation du prix des médicaments par le comité économique intersectoriel des médicaments est appliquée aux prix

de cession sortie usine (PCSU) des médicaments fabriqués localement et aux prix Free on board (FOB) des médicaments importés, soumis à l'enregistrement, au renouvellement quinquennal et lors de toutes variations de prix à la hausse ou à la baisse par le comité, précise l'arrêté, ajoutant que la procédure de fixation du PCSU des médicaments fabriqués localement tient compte du taux d'intégration.

R.N

PRIÈRES DES TARAWIH

Rien n'est encore décidé

Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, a indiqué, jeudi, que les décisions relatives à l'autorisation ou à l'annulation de la prière surrogatoire des Tarawih durant le mois de Ramadhan de cette année relèvent "exclusivement" des prérogatives des autorités concernées en relation avec la commission ministérielle de la Fetwa. "Des déclarations récentes ont été reprises par certains organes de presse, affirmant l'annulation de la prière Tarawih durant le mois sacré du Ramadhan 2021 en laissant supposer qu'elles émanent du comité scientifique de suivi et de l'évolution de la pandémie de

la Covid-19", indique le ministère dans un communiqué. Il a précisé que "ces déclarations ont été données par une personne qui ne fait plus partie du comité scientifique et que ces propos n'engagent par conséquent qu'elle-même", rappelant à ce propos que "des décisions de cette nature relèvent exclusivement des prérogatives des autorités concernées en relation avec la commission ministérielle de la Fetwa".

Le comité scientifique a fait savoir "qu'il est consulté sur les aspects liés aux mesures de prévention et de protection contre la propagation de la pandémie du coronavirus Covid-19 et les protocoles sanitaires à met-

tre en œuvre dans ce cadre et n'indique n'avoir émis aucun avis sur cette question", conclut le communiqué.

Par ailleurs, les services du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs ont indiqué que la question de la prière surrogatoire des Tarawih était "en cours d'examen" dans le cadre d'un protocole sanitaire incluant le programme du mois sacré du ramadhan, a indiqué hier un communiqué de la cellule d'information du ministère.

La question de la prière des Tarawih est "en cours d'examen dans le cadre d'un protocole sanitaire incluant le programme du mois sacré du ramadhan", et ce en col-

laboration avec le Comité scientifique du ministère de la Santé. Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs publiera "au moment opportun" un communiqué officiel concernant le programme du ramadhan sur son site officiel et sa page Facebook, ajoute le communiqué.

"Aucune déclaration n'a été faite, ni par le ministre, ni par le ministère concernant les horaires des Tarawih", a souligné la cellule d'information aux médias audiovisuels et à la presse écrite, indiquant que la déclaration attribuée au premier responsable du secteur sur certains sites électroniques "n'est que pur mensonge".

R.N

COMMIS PAR CERTAINS DE CEUX QUI SOUHAITAIENT ENTRER EN ALGÉRIE

Cas de fraude dans les analyses "PCR"

La directrice de la prévention et du contrôle des maladies transmissibles au ministère de la Santé, le Dr Samia Hammadi, a révélé des cas de fraude dans les analyses "PCR" commis par certains de ceux qui souhaitaient entrer en Algérie. Appelant la communauté algérienne à l'étranger à la patience, elle a expliqué que la suspension des vols de rapatriement est de nature à nous éviter un désastre sanitaire.

Dans un entretien exclusif avec la radio

régionale de Sétif, le Dr Hammadi a mis en garde contre le laxisme dans la mise en œuvre des mesures préventives. Ces mesures doivent accompagner la vaccination dans le but de stopper le virus, a-t-elle indiqué. Le Dr Samia Hammadi a averti que même si l'Algérie est dans une situation stable, la vitesse de propagation de la nouvelle souche est effrayante, et les mêmes mesures de précaution seront appliquées aux personnes infectées, ajoutant que les informations sur les nou-

velles souches sont annoncées par l'Institut Pasteur et qu'il n'est pas nécessaire de répandre des rumeurs sur les réseaux sociaux.

La responsable a annoncé que l'Algérie recevrait 700000 doses du vaccin britannique AstraZeneca, dans les prochains jours, dans le cadre de l'accord Cavax, ajoutant qu'il était possible d'acquérir d'autres vaccins qui se sont avérés efficaces contre les nouveaux variants.

R.N

APRÈS 107 VENDREDI DE CONTESTATION

L'Algérie est dans l'impasse en plein «océan pacifique»

Les manifestations d'hier confirment la détermination des Algériens d'occuper la rue pour longtemps afin de faire entendre directement leurs revendications. Pendant ce temps, le pouvoir semble vouloir reconstruire une nouvelle alliance présidentielle avec des partis contestés ou sans grande assise populaire.

Après quatre jours de grisaille, le ciel s'est dégagé hier pour offrir aux habitants d'Alger une splendide journée printanière. L'atmosphère était donc propice au déferlement de l'océan pacifique hebdomadaire dont les eaux houleuses ont une nouvelle fois fait tanguer la capitale.

Selon un scénario qui prend de plus en plus l'allure d'un rituel, les protestations ont afflué des quatre points cardinaux pour communier dans la rue Didouche Mourad qui s'était remplie à ras-bord vers le milieu de l'après-midi. Les bras en l'air, les poings fermés, les protestataires criaient à gorge déployée des slogans hostiles aux autorités, citant nommément les responsables du pays et les sommant de quitter le pouvoir pour le remettre au peuple.

Ce vendredi, comme celui de la semaine dernière, les slogans sont montés d'un cran. Ainsi, la dernière annonce officielle sur le projet d'une loi permettant le retrait de la nationalité aux algériens expatriés qui se rendraient coupables d'«atteinte à la sécurité de l'Etat», selon les termes des autorités, a été abondamment critiquée. Le ministre de la Justice, Belkacem Zeghmati a été houspillé et rendu personnellement responsable de tentative d'intimidation adressée aux citoyens pour qu'ils arrêtent leur mouvement de contestation.

Certains groupes s'en sont pris directement aux services secrets algériens et adressés des messages provocateurs aux policiers. Mais à aucun moment les corps de sécurité qui barraient les accès de plusieurs rues à l'instar de la rue Didouche Mourad, des boulevardiers Colonel Amirouche et Zighoud Youcef n'ont été pris physiquement à partie.

On sentait tout de même la montée d'une certaine raideur et de surenchère dans les revendications dans cette nouvelle version du Hirak. Même s'il reste bigarré de toutes les tendances et les contradictions qui traversent la société algérienne, il semble bien produire en crescendo des voix plus aiguës politiquement, depuis son retour le 22 février



dernier. Pendant ce temps, le pouvoir donne l'impression de faire la sourde oreille ou réinterpréter, selon ses propres filtres, ce que lui demande le Hirak. Les récentes audiences accordées par le président Abdelmadjid Tebboune aux leaders de partis politiques qui n'ont, pour certains, aucune assise populaire ou qui sont, pour les autres, fortement contestés suit cette logique. C'est comme si le premier magistrat du pays cherchait à s'entourer d'une nouvelle alliance présidentielle formée de politiciens professionnels dociles, chargés d'encadrer la population. Aucun opposant, parmi ceux qui ont choisi d'être dans la masse du mouvement populaire, n'a été pour l'instant reçu à El Mouradia ou invité à entamer le dialogue avec les autorités.

Tout porte donc à croire que le pays est dans une impasse politique sans qu'aucune idée pragmatique pour l'en sortir n'est proposée par le pouvoir ou par le Hirak. Au contraire, c'est plutôt la surenchère et la rigidité qui semblent gagner du terrain, d'un côté comme de l'autre.

Si l'on ajoute à cela la situation désastreuse de l'économie et l'impact dramatique de la crise sanitaire de 2020, il est difficile de rester serein.

Jamais, depuis l'indépendance, le pacte social entre gouvernants et gouvernés n'a été autant mis en danger comme il l'est depuis le 22 février 2019. Le retour à la protesta ouverte et sans médiation politique sérieuse place l'Algérie à la merci de toutes les aléas, de toutes les menaces.

Mohamed Badaoui

Brèves

AFFAIRE DE L'AUTOROUTE EST-OUEST

Le procès en appel reporté à la prochaine session criminelle

À la demande du collectif de la défense, la Cour d'Alger a décidé jeudi de reporter à la prochaine session criminelle le procès en appel dans l'affaire de l'autoroute est-ouest. Le tribunal criminel d'Alger avait prononcé en mai 2015 des peines de prison ferme allant de 10 ans à l'acquittement contre 22 personnes morales et physiques impliquées dans l'affaire de l'autoroute est-ouest. Une amende de cinq millions de dinars a été infligée à chacune des sept entreprises étrangères impliquées dans cette affaire : Citic Crcc Chine, Cojaal Japon, Pizarroti suisse, Caraventa Suisse, Isolux Corsan Espagne, SMI Canada et COBA Portugal. Une peine de 10 ans de réclusion criminelle assortie d'une amende de trois millions de DA ont été requises contre le principal accusé, Chani Medjdoub (conseiller de Citic Crcc Chine). Une peine d'emprisonnement ferme de 10 ans assortie d'une amende de trois millions de DA ont été également requises contre Khelladi Mohamed (directeur des nouveaux programmes de l'Autoroute). Par ailleurs, Hamdane Rachid Salim (ex-directeur de la planification au ministère des Travaux publics) a été condamné à une peine de sept ans de réclusion et un million de DA d'amende. La même peine (7 ans) de prison et trois millions de DA d'amende ont été requises contre Adou Tadj Eddine, homme d'affaires. L'ex-SG du ministère des Travaux publics Bouchama Mohamed a été acquitté, ainsi que Allab El Khier, investisseur, et Ferrachi Belkacem, ex-cadre au ministère des Transport. Le président du tribunal criminel d'Alger a par ailleurs ordonné la confiscation de tous les biens mobiliers, immobiliers et comptes bancaires de Chani Medjdoub, ainsi que Khelladi Mohamed. Le Tribunal criminel d'Alger avait rejeté les demandes de dédommagement matériel et moral des parties civiles, dont le Trésor public, qui se sont estimées lésées dans cette affaire. Le montant qui avait été demandé par le Trésor public s'élève à 12 millions de DA à l'encontre de Khelladi Mohamed et Chani Medjdoub, les deux principaux accusés dans cette affaire. Quant à l'Agence nationale des autoroutes (ANA), elle a demandé que les accusés lui versent solidairement cinq millions de DA pour la dédommager du préjudice moral qu'elle a subi suite à cette affaire. Le tribunal a refusé également la constitution comme partie civile de l'administration douanière, considérant que cette dernière n'a pas subi de préjudices en relation avec cette affaire.

R.N

TALAIË EL HOURRIYET

Difficile d'organiser les élections locales et législatives le même jour

Le président par intérim du parti Talaië El Hourriyet, Abdelkader Saadi, a estimé, jeudi, que l'organisation d'élections locales et législatives le même jour "sera difficile sur le plan pratique" et "pourrait nuire à la crédibilité de l'opération électorale". Dans une déclaration à la presse, à l'issue de l'audience que lui a accordée le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dans le cadre des consultations initiées avec les partis politiques, M. Saadi a indiqué avoir informé M. Tebboune de la difficulté d'organiser ces deux échéances (élections locales et législatives) le même jour sur le plan pratique, "notamment en ce qui concerne le dépouillement des voix, qui prend beaucoup de temps, ce qui pourrait nuire à la crédibilité de l'opération électorale et compromettre la confiance du citoyen", a-t-il dit. Il a proposé, dans ce sens, l'organisation le même jour des élections des Assemblées populaires communales (APC) et des Assemblées populaires wilayales (APW). Abdelkader Saadi a fait savoir, à ce propos, que le Président Tebboune a expliqué que la décision relative à l'organisation de ces deux échéances électorales "sera prise en fonction de l'avis de la majorité des formations politiques". Revenant sur son entretien avec le président de la République, M. Saadi a déclaré qu'il a été l'occasion d'évoquer le projet de la loi électorale, notamment en ce qui concerne le seuil des 4% exigé aux partis politiques lors de leur dernière participation à l'élection des membres des assemblées populaires élues, soulignant avoir insisté auprès du président sur "l'impératif de concrétiser le principe d'égalité entre les différents partis politiques". Qualifiant cet entretien de "fructueux", il a ajouté qu'il a été, également, l'opportunité de discuter de plusieurs axes.

R.N

ASSASSINAT D'ALI TOUNSI

Chouaïb Oultache condamné à la prison à perpétuité

Après la peine capitale prononcée le 27 février 2017 par la cour d'Alger à l'encontre de Chouaïb Oultache, accusé de l'assassinat de l'ancien directeur général de sûreté nationale, Ali Tounsi, le Tribunal correctionnel près la Cour d'Alger a révisé, hier, la peine vers la baisse en condamnant l'accusé à la prison à perpétuité.

Le verdict est tombé suite aux délibérations au cours desquelles le procureur général a requis la peine capitale contre. L'ex Chef de l'unité aérienne de la DGSN était poursuivi pour "homicide volontaire avec préméditation, tentative de meurtre et possession d'arme à feu de 4e catégorie sans autorisation", dans l'affaire d'Ali Tounsi, assassiné le 25 février 2010 dans son bureau, au siège de la DGSN.

Jeudi, la présidente du Tribunal a refusé, jeudi, la demande de la défense de Chouaïb Oultache, d'un "réexamen des preuves et de la pièce à conviction", affirmant que "l'expertise réalisée n'a pas à être remise en cause".

La défense a demandé le réexamen de l'expertise judiciaire et des procès-verbaux de constat dans cette affaire, notamment l'arme du crime.

Dans sa plaidoirie, l'un des avocats a demandé le réexamen des preuves par la police spécialisée, arguant que les étuis de balles présentés en tant que preuves lors de l'audience "ne sont pas à Oultache", ce à quoi la présidente a rétorqué "Je ne remets pas en cause l'expertise faite et il est inconcevable de tester l'arme du crime dans la salle". Par ailleurs, le procureur général s'est contenté d'interroger l'accusé sur les

faits et les déclarations faites lors de l'enquête et le procès de reconstitution du crime. Chouaïb Oultache avait nié en bloc les faits qui lui sont reprochés, affirmant qu'il lui était impossible de préméditer le meurtre de son ami et frère, en l'occurrence Ali Tounsi. "Il n'y avait entre nous aucun différend qui m'aurait amené à commettre un crime pour un marché", a-t-il déclaré.

Et d'ajouter : "Je n'avais aucune intention de tuer Ali Tounsi et tout s'est passé très vite. Je n'avais sorti mon arme qu'après avoir eu la certitude qu'il (Ali Tounsi) allait m'attaquer avec un coupe-papier. Je l'avais d'abord averti en tirant en l'air, mais comme il ne s'est pas arrêté j'ai dû tirer quatre autres balles sur sa main et non pas sur sa tête comme ça été rapporté".

Synthèse : Aziz T.

FACE AU STRESS HYDRIQUE

L'Algérie doit tirer profit des eaux recyclées

L'Algérie doit trouver des alternatives appropriées pour faire face au stress hydrique qui se manifeste ces dernières années par une raréfaction de la pluviométrie, a recommandé jeudi à Alger, le professeur Brahim Mouhouche de l'École supérieure d'agronomie d'Alger (ENSA). Intervenant sur les ondes de la radio Chaîne3, M. Mouhouche a affirmé qu'en plus des eaux des barrages, avec plus de 7,5 milliards de mètres cubes, et la technique du dessalement de l'eau de mer qui génère plus d'un milliard de mètres cubes d'eau potable par an, "l'Algérie doit recourir à d'autres méthodes de mobilisation de cette denrée précieuse telles l'utilisation des eaux recyclées". A ce propos, il a fait constater que 5 % à 6% seulement de cette eau recyclée est réutilisée alors que la moyenne mondiale est de l'ordre 50%.

"Plus d'un milliard de m3 d'eau sont jetés dans la nature en Algérie", a-t-il regretté, estimant que le pays pourrait au moins réutiliser 700 ou 800 millions de m3 pour irriguer en complément les grandes cultures, tout en respectant les conditions édictées par le décret de 2012 qui fixe la réutilisation des eaux usées recyclées. Outre l'irrigation des grandes cultures notamment les fourrages, les céréales et les légumes secs, cette solution de l'eau recyclée peut-être également utilisée à bon escient au profit du secteur industriel, a-t-il suggéré.

Cependant, il a relevé qu'il y a un véritable problème pour l'acheminement de ces eaux recyclées vers les zones de production agricoles ou même vers les zones industrielles du fait que les stations d'épuration de ces eaux ne sont pas raccordées aux zones de production. Il a expliqué que l'épuration des eaux usées en Algérie était faite initialement pour la protection de l'environnement et non pas pour le recyclage, ce qui fait que ces ressources épurées soient rejetées dans la nature.

A cet effet il a insisté sur l'urgence de créer des réseaux pour le transfert des eaux rejetées vers les sites de leur réutilisation. Concernant les eaux souterraines, notamment au Sud, considérées parmi les plus grandes nappes du monde et dont le potentiel est évalué à 50.000 milliards de mètres cubes en réserve, M. Mouhouche a rappelé qu'il s'agit d'une ressource non renouvelable qui a une durée de vie de 2 à 3 millions d'années. Il a estimé par ailleurs que l'exploitation de cette ressource n'est pas facile du fait qu'elle soit très profonde dans certaines régions. De plus, a-t-il ajouté, cette ressource ne peut pas être considérée comme étant une eau potable vue sa conteneur en sel (2,5 à 3 grammes par litre). Il a néanmoins affirmé qu'il y a une possibilité d'installer des entreprises dans le Sud pour la déminéralisation de ces eaux saumâtres et les transformer en eaux pratiquement buvables.

APS

FORÊTS

Plan d'action pour la promotion des produits non ligneux

La Direction générale des forêts (DGF) a annoncé jeudi dans un communiqué qu'elle était en passe d'élaborer un plan d'action pour la promotion des produits forestiers non ligneux en Algérie.

La Direction générale des forêts facilite, avec l'appui de l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le processus d'élaboration de la stratégie et du plan d'action national pour la promotion des produits forestiers non ligneux en Algérie", note le document, ajoutant que le cadre stratégique développé, à cet effet, comprend trois orientations stratégiques et neuf objectifs.

La première orientation stratégique s'agit d'assurer une offre des produits forestiers non ligneux issus de sources légales et durables, la deuxième concerne le développement des chaînes de valeurs forestières basées sur les produits forestiers non ligneux, alors que la troisième orientation stratégique concerne l'adaptation du cadre politique afin de créer un environnement favorable à la gestion durable de la ressource au développement des chaînes de valeurs forestières.

Ainsi, dans le cadre de l'opérationnalisation de ce cadre stratégique, un plan d'action sera élaboré pour chaque orientation stratégique, a indiqué le DGF, précisant que l'atelier d'élaboration du plan d'action se tiendra les 07 et 08 mars 2021 et se déroulera en séances plénières et en trois groupes de travail.

Chaque groupe de travail se focalisera sur une orientation stratégique, explique la DGF, ajoutant que ces groupes sont invités à donner une brève description de l'orientation stratégique et formuler un indicateur de



l'orientation stratégique et un ou deux indicateurs pour chaque objectif. Ils seront également appelés à identifier les actions prioritaires pour atteindre chaque objectif tout en renseignant sur les activités qui sont déjà en cours (dans quel cadre ? par qui ? où ? depuis quand ? comment ? et jusqu'à quand ?), les activités déjà prévues (dans quel cadre ? par qui ? où ? comment ?), ainsi que les activités nouvelles. Ils auront également la mission d'estimer les coûts de mise en oeuvre de ces actions prioritaires et renseigner sur les ressources déjà mobilisées

et les ressources qui restent à mobiliser, identifier les résultats attendus de chaque action prioritaire, proposer l'institution la plus appropriée pour assurer la coordination de la mise en oeuvre, ainsi que les institutions partenaires, en tenant compte du champ de leurs compétences et des avantages comparatifs. Le rapport de chaque groupe de travail sera présenté dans deux matrices, à savoir celle du plan d'action de l'orientation stratégique et une autre matrice d'actions prioritaires, ajoute le communiqué.

APS

COMMERCE INTRA-AFRICAIN

Faire de la route transsaharienne un corridor de croissance économique

La route transsaharienne est en mesure de constituer un moteur de croissance économique si elle est érigée comme corridor de commerce entre les pays membres du projet de l'infrastructure intra-africaine de 9.900 km, a estimé jeudi à Alger le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Reda Tir. Intervenant à l'occasion d'une Journée d'étude sur la route transsaharienne organisée par le CNESE et le Comité de liaison de la route transsaharienne (CLRT), M. Tir a souligné l'intérêt de concrétiser le projet de la route transsaharienne notamment via la création d'un corridor économique entre les pays membres de ce projet, vecteur, a-t-il dit, d'intégration régionale et de développement commercial intra-africain.

"Pour cette raison, les pays membres de la route transsaharienne sont appelés à lancer un débat pour promouvoir cette route stratégique en un corridor devenant un véritable moteur de croissance économique et de développement en Afrique", a plaidé M. Tir, notant l'opportunité offerte par la mise en oeuvre de la zone de libre-échange africaine (Zlecaf) offrant "un nouveau souffle" pour la route transsaharienne.

En présence des secrétaires généraux de plusieurs départements ministériels et de représentants diplomatiques des pays

membres du CLRT (Tunisie, Mali, Niger, Tchad et Nigéria), le président du CNESE a affirmé que l'ouverture vers un nombre encore plus important de pays africains permettra d'augmenter le volume des échanges et attirera davantage d'investissements.

Rappelant que "cette ambition est conforme aux objectifs de l'Union africaine et aux stratégies de soutien des partenaires internationaux de développement", M. Tir a estimé nécessaire pour les pays membres de la route transsaharienne, afin d'atteindre cet objectif, de prendre certaines mesures incluant l'établissement d'un accord stratégique définissant un mécanisme de collaboration et un système de gestion durable. Il a également cité l'intérêt de créer un forum économique réunissant annuellement les dirigeants d'entreprises et responsables politiques des six pays membres afin d'échanger sur les problématiques d'ordre économique et commercial de la région, proposant aussi la création d'un conseil d'affaires mixte regroupant les chambres de commerce et d'industrie et des institutions similaires des pays membres dans le but de coordonner la concertation entre les adhérents des actions visant le développement des différents secteurs économiques de la région. Pour sa part, le secrétaire général du CLRT, Mohamed Ayadi, a rappelé qu'en 2009, le comité

avait lancé une étude sur les potentialités d'échanges commerciaux entre les pays membres, dont les recommandations "toujours d'actualité" ont porté sur l'instauration d'un système corridor et la création d'une instance commune chargée du soutien et de la promotion des échanges commerciaux entre les pays du CLRT. "Le projet de la route transsaharienne est physiquement mûr pour la concrétisation des objectifs, à savoir, l'accélération des échanges entre les membres pour une plus grande intégration régionale".

Un taux d'avancement de plus de 90%

M. Ayadi a également souligné le taux d'avancement, de plus de 90%, de la route transsaharienne soit 9.000 km bitumés sur 9900 km de linéaire total. De plus, les six pays membres représentent 27% du PIB du continent et 25% de sa population.

De son côté, l'expert et Professeur Nacer Bourenane, a fait observer que la route transsaharienne est un projet considéré comme l'un des plus structurants du continent que le NEPAD a retenu comme projet phare. "Ce projet est également essentiel car le continent se dirige dans toutes ses régions vers une approche en termes de corridor. Il y a le corridor de Maputo (Mozambique), celui de Beira (Mozambique) et le plus récent reliant Addis-Abeba (Ethiopie) au port de Mon-

basa (Kenya) en passant par Nairobi", a énuméré M. Bourenane.

De plus, il a noté au plan mondial, une redistribution des chaînes de valeur rendant celles-ci plus "régionalisées et plus proches du consommateur".

En outre, le membre du CNESE, Sofiane Maziari, a fait observer que la route transsaharienne relie six pays répartis dans trois des huit communautés économiques du continent. Il a indiqué que les résultats attendus d'un corridor transsaharien résident dans l'accroissement des échanges commerciaux par voie terrestre et la réduction des coûts de transport, notant le manque de développement des échanges commerciaux intra-africains au vu du potentiel existant.

"En générant des économies d'échelle, les corridors compétitifs permettent aux pays concernés d'offrir des services de transport de grande capacité qui réduisent les coûts et les délais de transport, minimisant ainsi les coûts commerciaux globaux", a-t-il expliqué.

En outre, M. Maziari a estimé qu'un corridor transsaharien offre une nouvelle perspective au Tchad, au Mali et au Niger leur permettant d'accéder aux ports tunisiens et aux ports algériens d'importante capacité, citant également la mise en service prochaine du port centre de Hamdania (wilaya de Tipaza).

APS

L'OPEP+

Le niveau de production actuel maintenu jusqu'à fin avril

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés, désignés sous le nom d'Opep+, ont décidé jeudi de maintenir leur niveau de production actuel, et ce, jusqu'à fin avril prochain, a indiqué le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab.

S'exprimant à l'issue de la 14^{ème} réunion ministérielle des pays de l'Opep+ qui s'est tenue par visioconférence, Arkab a déclaré que les participants ont convenu de prolonger, durant le mois d'avril prochain, la baisse décidée en janvier, à savoir de 7,2 millions de barils par jour, "en raison de l'incertitude sur l'évolution du marché pétrolier, impacté toujours par la pandémie de la Covid-19".

Cette réunion a été consacrée à l'examen des perspectives d'évolution du marché pétrolier à court terme, en tenant compte des recommandations du rapport présenté lors de la 27^{ème} réunion du Comité ministériel conjoint de suivi Opep et non-Opep (JMMC) sur le niveau de respect des engagements de baisse de la production des pays participants à la Déclaration de coopération. A ce propos, Arkab a précisé que le taux de conformité globale à l'accord de la limitation de la production pétrolière conclu entre l'Opep et ses alliés, a atteint les 105 % en janvier 2021, soutenant que ce taux "très positif" confirme "l'engagement de l'ensemble des pays signataires de la Déclaration de coopération à soutenir les efforts de stabilisation des cours du brut".

Selon le ministre de l'Energie, l'ensemble des pays participants à la 14^{ème} réunion ministérielle de l'Opep+ ont jugé nécessaire la poursuite des efforts de baisse de la production pétrolière aux niveaux décidés début janvier 2021 pour parvenir à une stabilité des prix et à réduire les niveaux des stocks mondiaux de pétrole.

Dans ce sens, il a évoqué les rapports élaborés par les comités d'experts techniques de l'Opep+ qui préconisaient la "prudence" et la "vigilance" vis-à-vis de l'évolution du marché pétrolier à court et à moyen termes, notamment en raison de la persistance de la pandémie de Covid-19 induisant la suspension du transport aérien et terrestre dans le monde. "Le transport aérien international est à l'arrêt à près de 50 %. C'est le cas également pour le transport terrestre, ce qui influe considérablement sur les prix du pétrole. Nous devons être encore prudents, surtout avec le nouveau variant du virus", a souligné Arkab. L'autre facteur qui a été pris en compte par les pays de l'Opep+ dans la décision de prolonger l'accord de baisse jusqu'à fin avril prochain est celui du faible taux de vaccination contre le coronavirus, a ajouté le ministre de l'Energie, soutenant que ce taux a atteint à ce jour 2 % seulement à l'échelle mondiale.

Selon Arkab, les efforts menés par les pays



de l'Opep+ ont permis à présent d'augmenter les prix du baril au même niveau enregistré à fin 2019. S'agissant du quota de la production pétrolière algérienne, Arkab a affirmé qu'il est maintenu à 876.000 barils par jour, rappelant que l'Algérie respecte "globalement" son niveau de production décidé par l'organisation. Lors de la 14^{ème} réunion ministérielle, les 23 pays de l'Opep+ ont réaffirmé leur engagement à permettre une stabilité et un approvisionnement continu du marché et poursuivre les consultations, a-t-il fait savoir, indiquant que les prochaines réunions du JMMC et de la réunion ministérielle auront lieu les 5 et 6 avril prochain, et ce, en vue d'évaluer la situation du marché. Les pays membres de l'Opep+ sont parvenus à cet accord à l'issue d'un cycle de réunions de deux jours qui, pandémie oblige, se sont tenues par visioconférence.

Cette réunion intervient après la récente dé-

cision prise par les 23 signataires de la Déclaration de coopération (Doc) de procéder à une augmentation graduelle de leur production pétrolière de l'ordre de 500.000 barils par jour à partir du janvier prochain au lieu des 2 millions de barils initialement prévus. Cette hausse de production limitée à un demi-million de barils par jour a été décidée après de longues négociations et suite à une proposition de l'Algérie, du Koweït et de l'Azerbaïdjan, afin de soutenir les prix du brut, qui a ont été impactés depuis mars dernier par la baisse de la demande mondiale causée notamment par la crise sanitaire. La prochaine réunion vient également en application de la décision des pays de l'Opep+ de tenir des réunions mensuelles à partir de janvier 2021 pour évaluer les conditions du marché et décider de nouveaux ajustements de production pour le mois suivant.

APS

Le baril de Brent franchit la barre de 68 dollars

Les prix du pétrole poursuivent leur redressement hier en franchissant la barre de 68 dollars, une hausse soutenue par l'augmentation moins importante que prévu de l'offre de l'Opep+ à partir d'avril. Vers 10H50 GMT (11H50 à Alger), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai gagnait 2,07% à Londres par rapport au Brent à la clôture de la veille, à 68,12 dollars, peu après avoir atteint 68,50 dollars, un plus haut depuis le 8 janvier 2020. Dans le même temps, le baril américain de WTI pour avril grimpeait de 1,82% à 64,99 dollars, après avoir passé temporairement la barre des 65 dollars sous laquelle il évoluait depuis près de 14 mois. Les deux contrats de référence ont gagné plus de 30% depuis le 1er janvier.

R.N

MATIÈRES PREMIÈRES

L'Algérie se dirige vers l'autosuffisance en fer à l'horizon 2025

L'Algérie pourra renoncer à l'importation du fer en 2025, grâce au projet de Gara Djebilet (Tindouf), avec la possibilité de s'orienter vers l'exportation, a estimé le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab.

Dans une interview accordée à la revue "Echaab économie" dans son numéro du mois de mars, Arkab a précisé que le projet de Gara Djebilet augmentera la cadence de sa production pour atteindre "12 millions de tonnes de fer/an, à partir de 2025", ce qui permettra à cette mine de couvrir "toute l'activité de transformation du fer en Algérie".

Selon le ministre, le Trésor public peut économiser près de 2 milliards de dollars/an, une fois l'importation de ce métal totalement arrêtée, avec possibilité "de s'orienter vers l'exportation". Ce projet peut également générer 3.000 postes d'emploi, dont 1000 permanents, dès son entrée en phase de production. Cette mine dispose d'une réserve de 3,5 milliards de tonnes de fer, a fait savoir Arkab.

Evoquant l'exploitation du marbre et du granit, le ministre a indiqué que l'Algérie peut "couvrir 200 % de ses besoins", grâce aux gisements dont elle regorge, sachant que "la plus grande partie de ces gisements n'est pas exploitée". Il a fait savoir dans ce sens que la valeur ajoutée de l'exploitation de ces deux roches "est considérable" pour les investisseurs et l'économie nationale, à travers la contribution à la réduction de la facture de l'importation. Concernant les métaux et les terres rares, il a fait état d'un audit des indicateurs sur les volumes des réserves qui font ressortir la présence de ces richesses aux quatre coins du pays, avec une plus grande concentration dans les régions du Sud du pays.

Cet audit devra permettre de définir les sites de ces matières rares, et ce, après la finalisation des études sur terrain et la vérification effective des réserves et de la faisabilité économique pour leur exploitation.

A ce propos, le ministre a souligné que le secteur des mines "requiert l'exactitude des données", appelant à cesser de communiquer des indicateurs non vérifiés et à recourir aux nouvelles technologies pour "une vision globale du secteur minier", notamment en ce qui concerne les types des métaux, leur profondeur et les surfaces de leur concentration. Il a salué, par ailleurs, la contribution du ministre de la Défense nationale qui a mis à la disposition de l'Agence du service géologique de l'Algérie (ASGA), la technique "de levé géophysique aérien" qui permet de procéder à "un scan des surfaces minières".

APS

EN DÉPIT DES INCERTITUDES

La Chine vise au moins 6% de croissance pour 2021

La Chine s'est fixée un objectif de croissance d'au moins 6% cette année, a annoncé vendredi son Premier ministre, en dépit des incertitudes liées à la pandémie de coronavirus qui continue d'ébranler l'économie mondiale. Cette année, "la Chine continuera à faire face à de nombreux risques et défis en matière de développement", a indiqué le Premier ministre Li Keqiang dans un discours ouvrant la session annuelle du Parlement. "Mais les fondamentaux économiques qui soutiendront la croissance à long terme restent inchangés", a-t-il assuré devant les quelque 3.000 députés de l'assemblée, pour la plupart le visage couvert d'un masque bleu. Le Fonds monétaire international

(FMI) table pour sa part sur une croissance de 8,1% de la seconde économie mondiale, un chiffre mathématiquement gonflé après une année 2020 morose.

Premier pays touché par le coronavirus qui a paralysé son économie, la Chine avait renoncé en 2020 à fixer un objectif annuel de croissance, une décision jusque-là rarissime dans l'histoire récente du géant asiatique. Après des mesures de confinement sans précédent qui ont plombé l'activité, la Chine a connu au premier trimestre 2020 un repli historique de sa croissance (-6,8%).

L'amélioration progressive des conditions sanitaires à partir du printemps a toutefois permis au produit intérieur brut (PIB) de rebondir.

Et la Chine a finalement enregistré une croissance positive l'an dernier (+2,3%) - à l'opposé de la plupart des autres pays tombés en récession - mais le score le plus bas pour la deuxième économie mondiale depuis 1976. Pour soutenir une économie en souffrance en pleine pandémie, la Chine avait creusé l'an dernier son déficit à 3,6% du PIB. Ce ratio sera ramené autour de 3,2%, a indiqué le Premier ministre chinois. La Chine n'a plus connu d'excédent budgétaire depuis 2007. Par ailleurs, Pékin se fixe comme objectif de créer cette année quelque 11 millions d'emplois. Ce chiffre est supérieur à l'an dernier (9 millions) mais il est identique à celui de 2019, avant la pandémie. La Chine vise également un taux de

chômage à 5,5%, après 5,6% l'an dernier et un record absolu de 6,2% en février 2020 au plus fort de l'épidémie.

Ce chiffre dresse un tableau incomplet de la conjoncture économique. En Chine, le chômage est calculé pour les seuls urbains c'est-à-dire qu'il ne tient pas compte des près de 300 millions de travailleurs migrants, d'origine rurale, dont beaucoup ont perdu leur emploi du fait de la crise. A la veille de la session parlementaire, Pékin a par ailleurs annoncé jeudi un projet de réforme électorale à Hong Kong, ouvrant la voie à une possible marginalisation des candidats pro-démocratie d'opposition dans le territoire semi-autonome.

R.E

EGYPTE

La Chine fournit des vaccins à la Ligue arabe

La Chine a livré jeudi un lot de vaccins contre le COVID-19 développés par Sinopharm au secrétariat général de la Ligue arabe (LA) au Caire, a annoncé l'ambassadeur de Chine en Egypte dans un communiqué. "Il s'agit d'une vivante expression de la communauté de santé et de bien-être sino-arabe, ainsi que d'une nouvelle étape vers la construction d'une communauté de destin sino-arabe", a déclaré l'ambassadeur de Chine en Egypte, Liao Liqiang, cité par le communiqué. "Quelle que soit l'évolution de la situation internationale, la Chine et les pays arabes seront toujours de vrais amis, capables de s'unir et de coopérer pour surmonter ensemble toutes les difficultés", a poursuivi M. Liao, ajoutant que la Chine était disposée à travailler de concert avec les pays arabes pour préserver l'esprit de solidarité et promouvoir conjointement la paix. Au cours de la cérémonie de réception des vaccins, le sous-secrétaire général de la LA Hossam Zaki a exprimé sa gratitude à la Chine pour l'aide apportée à l'organisation panarabe. "Les pays arabes sont prêts à maintenir des relations de coopération amicales à long terme avec la Chine, et à faire franchir une nouvelle étape au partenariat stratégique arabo-chinois", a déclaré le haut responsable de la LA. M. Zaki a souligné que l'amitié entre les peuples arabes et le peuple chinois jouissait d'une longue histoire, et que l'aide de la Chine dans le domaine médical contribuerait à renforcer efficacement les capacités anti-épidémiques des pays arabes. La Chine avait précédemment envoyé deux lots de matériel médical à l'organisation panarabe.

USA

Moins de 40.000 cas en 24H, une première depuis octobre

Pour la première fois en cinq mois, les Etats-Unis ont enregistré jeudi moins de 40.000 cas de Covid-19 en 24H, selon les données de l'université Johns Hopkins, qui font référence. Après un pic de près de 300.000 cas en 24 heures enregistré le 8 janvier, le nombre d'infections quotidiennes a retrouvé son niveau d'avant Halloween, Thanksgiving et les autres fêtes de fin d'année, synonymes de nombreux déplacements à travers le pays et d'une propagation accrue du virus. Autre signe encourageant dans le pays le plus touché par la pandémie en valeur absolue: les moyennes hebdomadaires des morts et des hospitalisations sont elles aussi nettement en baisse. La campagne de vaccination lancée en décembre aux Etats-Unis bat désormais son plein, avec trois vaccins autorisés: ceux de l'alliance Pfizer/BioNTech, de Moderna, et depuis quelques jours, de Johnson & Johnson, dont les premières injections ont commencé mardi. Et le nombre de personnes vaccinées s'apprête à dépasser celui des cas recensés dans le pays depuis le début de la pandémie. Face à la concurrence de bonnes nouvelles, les Etats américains lèvent les uns après les autres les restrictions mises en place pour freiner la propagation du Covid-19, qui dépendent majoritairement des autorités locales aux Etats-Unis. Ces annonces ont consterné le président américain Joe Biden, qui les juge trop prématurées. Il s'agit d'une "grande erreur", a-t-il dénoncé, emboitant le pas des principaux responsables sanitaires fédéraux.

OMS

Appel aux pays à soutenir la levée des brevets sur les vaccins

Le chef de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a exhorté jeudi les pays à soutenir l'initiative pour une levée des barrières protégeant les brevets de vaccin anti-Covid pour contourner le nationalisme vaccinal.

Déposée le 2 octobre dernier à l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), l'initiative propose d'accorder une dérogation temporaire à certaines obligations découlant de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) afin que n'importe quel pays puisse produire les vaccins sans se soucier des brevets. Une réunion est attendue le 10 mars prochain à l'OMC.

"Les flexibilités de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC, en anglais) sont là pour être utilisées dans les situations d'urgence", a déclaré le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, lors d'une réunion en visioconférence sur le financement des vaccins anti-coronavirus pour l'Afrique.

"Si ce n'est pas maintenant, alors quand?", s'est-il interrogé, invitant les ministres des finances, à investir dans la production locale de vaccins. Il s'agit "non seulement pour la pandémie mais aussi pour d'autres vaccins dont tous les pays ont besoin pour les programmes de vaccination de routine", a-t-il dit.

RUSSIE

Moscou prête à fournir son vaccin pour 50 millions d'Européens

Le vaccin russe Spoutnik V a franchi une étape clé jeudi pour son déploiement en Europe avec le début de son examen par l'Agence européenne des médicaments (AEM) et les autorités russes se sont dit prêtes à fournir des vaccins à 50 millions d'Européens dès juin.

"L'AEM a débuté une étude continue du Spoutnik V, un vaccin contre le Covid-19 développé par le centre national russe Gamaleya d'épidémiologie et microbiologie", a annoncé jeudi l'agence, basée à Amsterdam, dans un communiqué.

"A la suite de l'approbation de l'AEM, nous



En 2003, un accord temporaire, confirmé fin 2005, a permis d'introduire une exemption au droit de propriété intellectuelle permettant aux pays en développement touchés par de graves maladies infectieuses - paludisme, tuberculose et sida - d'importer des médicaments génériques, s'ils ne peuvent pas les fabriquer eux-mêmes. Lors de cette réunion sur "l'approche panafricaine pour abor-

der l'accès, la fourniture et l'utilisation des vaccins", il a rappelé que l'une des principales priorités de l'OMS est maintenant d'accroître l'ambition du Dispositif COVAX pour aider tous les pays à mettre fin à la pandémie. Cette sortie du chef de l'OMS intervient alors que des pays en développement ont commencé enfin à recevoir leurs premières doses, presque trois mois après le début de la campagne vacci-

nale dans certains pays riches. Et malgré ces bonnes nouvelles sur l'octroi de ces sérums, l'OMS note que cette première série d'allocations couvre "entre 2 et 3% de la population des pays qui reçoivent des vaccins par l'intermédiaire de COVAX".

Dans le même temps, d'autres pays progressent vers la vaccination de toute leur population dans les prochains mois, une façon de rappeler que les pays ne sont pas en course les uns contre les autres. Pour l'OMS, il s'agit surtout « d'une course commune contre le virus ».

Entre temps, le Ghana et la Côte d'Ivoire sont devenus cette semaine les premiers pays à commencer la vaccination avec des doses allouées par le biais du Mécanisme COVAX. Des livraisons sont également arrivées en Angola, en République démocratique du Congo, en Gambie, au Kenya, au Lesotho, au Nigeria, au Rwanda, au Sénégal et au Soudan.

D'ici à la fin mai, l'OMS espère que 237 millions de doses de vaccins seront allouées aux 142 économies et pays participant à COVAX. "C'est encourageant, mais nous avons encore beaucoup de travail à faire", a dit le Dr Tedros.

gnant que le médicament a déjà été approuvé par une quarantaine de pays dans le monde. L'AEM a précisé que le calendrier pour l'approbation devrait "prendre moins de temps que d'habitude" en raison des travaux préparatoires déjà réalisés.

La première étape consiste en un "examen continu" des données et des essais cliniques. Une demande officielle d'autorisation de mise sur le marché conditionnelle d'un an doit suivre.

Le temps écoulé entre l'examen continu et l'autorisation a, jusqu'à présent, été compris entre deux et quatre mois. Ces dernières semaines, un ping-pong public avait eu lieu entre les développeurs du vaccin Spoutnik V, affirmant avoir soumis le dossier pour approbation au régulateur européen, et l'AEM, répondant n'avoir rien reçu.

D'abord accueilli avec scepticisme en Occident, le premier vaccin russe contre le Covid-19 a depuis convaincu des experts, notamment après la publication de résultats dans la revue spécialisée The Lancet, selon lesquels l'efficacité du vaccin russe est de 91,6% contre les formes symptomatiques de la maladie. La Commission européenne a assuré pour sa part qu'elle n'avait pas encore l'intention d'inclure le Spoutnik V parmi les vaccins qu'elle a l'intention d'acheter.

POTENTIELLEMENT LIÉS AU CORONAVIRUS

L'Irlande enquête sur des cas d'enfants mort-nés

Les autorités sanitaires irlandaises vont enquêter sur quatre cas de bébés mort-nés qui pourraient être liés à l'épidémie de Covid-19, a déclaré jeudi le médecin-chef adjoint de la République Ronan Glynn. M. Glynn a indiqué à des journalistes réunis à Dublin que "quatre signalements préliminaires de mortinaissances potentiellement associées à une maladie appelée Covid

placentis" étaient remontés jusqu'aux autorités. Selon les médecins légistes qui ont signalé ces cas, les femmes enceintes avaient été testées positives au coronavirus, puis avaient accouché d'un enfant mort-né, dont la cause du décès était une infection du placenta.

"Des recherches supplémentaires doivent être effectuées" avant que les résultats puissent être confirmés, a déclaré le médecin en chef ad-

joint, ajoutant ne pas pouvoir "donner trop de détails car il n'y en a pas beaucoup plus à ce stade".

Selon le dernier bilan officiel, la République d'Irlande recense 4.396 décès dus à la pandémie de coronavirus. Le pays est actuellement en plein milieu de son troisième confinement, après avoir subi début janvier le taux d'infection par habitant le plus élevé au monde.



TISSEMSILT (ZONES D'OMBRE)

Approvisionnement avec un stock supplémentaire de bonbonnes de gaz butane

Les zones d'ombre de la wilaya de Tissemsilt seront approvisionnées par un stock supplémentaire de bonbonnes de gaz butane à partir de la semaine prochaine, a annoncé jeudi le wali, Abbès Badaoui, lors d'une visite d'inspection à plusieurs zones d'ombre de la commune de Ammari.

Cette opération ciblera, dans une première étape, les zones d'ombre de "El Djeriouate" et "Akerma" dans la commune de Ammari, pour répondre aux besoins urgents en bonbonnes du gaz en attendant la programmation de deux projets de leur raccordement

au réseau de distribution du gaz naturel, a-t-il indiqué.

Le wali a souligné qu'il a adressé des instructions à la direction de l'énergie pour prendre en charge la couverture du déficit enregistré en bonbonnes de gaz butane, notamment dans les zones d'ombre non raccordées au réseau de distribution du gaz naturel.

Par ailleurs, le chef de l'exécutif de wilaya a instruit les responsables de la daïra et de la commune de Ammari d'accorder plus d'intérêt à l'amélioration des conditions de scolarité des élèves des écoles primaires "Bergad

Abdelkader" du douar "Akerma" et "Naa-naa Mohamed" du douar Nouasser dans la commune de Ammari, surtout concernant la disponibilité de restauration, du chauffage et du transport scolaire, en plus de l'équipement, l'aménagement et la réfection permanents des établissements scolaires des zones d'ombre.

Lors de cette visite, le wali a inauguré le projet d'ouverture d'une piste rurale en direction de la zone d'ombre de El Djeriouate du douar "Hatatcha" sur une distance de 3,5 kilomètres permettant le désenclavement des populations de cette zone éloignée.

EL BAYADH

Raccordement de 250 foyers au réseau d'électricité

Quelque 250 foyers de la wilaya d'El Bayadh ont bénéficié, jeudi, du raccordement au réseau d'électricité et 235 foyers au réseau du gaz de ville, a-t-on appris auprès de la direction de l'énergie. Le chef de service électricité et gaz, Naimi Amiri a souligné que le raccordement de quatre zones d'ombre de la commune d'El Bayadh au réseau d'électricité, à l'instar de 100 logements du village El Haoudh, 50 autres au village Ouafak, 50 autres à Ouled Amrane 50 et au village de petit Mécheria. Cette opération concrétisée dans le cadre du programme sectoriel a coûté plus de 40 millions DA. La longueur du réseau réalisé est de 6 kilomètres, a-t-on fait savoir. En outre, 235 foyers ruraux dans la commune d'El Khaïter (nord de la wilaya) ont été raccordés au réseau du gaz de ville. L'opération, réalisée au titre de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales, a été dotée de 13 millions DA et la longueur du réseau est de 6 km, selon la même source. Pour rappel, 350 foyers ont bénéficié, cette semaine, de l'opération de raccordement au réseau du gaz de ville à El Ghassoul.

ORAN

Réouverture des centres d'enfouissement technique

Les centres d'enfouissement technique des déchets (CET) de la wilaya d'Oran ont rouvert leurs portes en dépit de la poursuite de la grève des travailleurs depuis plusieurs jours, a-t-on appris de la directrice de la société de gestion des CET, Dalila Chellal. En application des instructions des autorités de wilaya, les portes de tous les CET fermés par les travailleurs ont été rouvertes afin de permettre aux camions et bennes de décharger les déchets collectés, a-t-elle indiqué. Relevant que les travailleurs n'ont pas respecté le service minimum, Mme Chellal a souligné que l'affaire a été transférée devant la justice pour statuer sur la légitimité de cette grève. Les travailleurs des CET de Hassi Bounif, El Ançor, El Braïya et Arzew refusent de reprendre le travail tant que leurs revendications ne sont pas satisfaites, dont celles de l'amélioration de leur situation professionnelle, l'augmentation des primes de transport et du couffin, le versement de la prime annuelle et la révision de la convention collective.

KHENCHELA

Distribution de 1.300 aides au logement rural en 2021

Au total, 1.300 aides au logement rural seront distribués à leurs bénéficiaires au titre de l'exercice 2021, a rapporté jeudi la cellule de l'information et de la communication de la wilaya.



Selon la même source, Khenchela a également bénéficié à la fin de l'exercice 2020 d'un quota de 300 aides au logement rural réparties sur ses communes et dont la distribution est prévue pour l'année en cours. Un total de 1000 autres aides affectées à cette même wilaya au début du mois de mars en cours, seront distribuées en outre à travers diverses localités. La même source a indiqué, par ailleurs, que la wilaya de Khenchela a recensé durant les trois dernières années plus de 10.000 demandes relatives à l'octroi d'aides au logement

rural à travers 21 communes, soulignant qu'environ 1.500 décisions d'aide similaires ont été déjà distribuées. Les services de la wilaya ont affirmé, en outre, que les efforts déployés par les autorités locales durant les trois derniers mois ont permis à cette wilaya de bénéficier d'un nombre important de 1.300 décisions d'aide pour répondre aux préoccupations des agriculteurs désireux de stabiliser dans les zones d'ombre relevant des différentes communes. La distribution de 1000 décisions d'aide à l'habitat rural prendra en considération les

statistiques et la géographie de chaque collectivité locale, afin de respecter le caractère de chacune des communes pour éviter de prioriser des localités au détriment d'autres, comme cela s'est produit avec les communes de Chelia et de Lemsara qui n'ont pas bénéficié d'aides suffisantes comparativement à la demande exprimée, a souligné la même source. Des efforts sont actuellement en cours pour assurer la coordination entre les différentes directions de l'exécutif et des collectivités locales en vue de la distribution des décisions

d'attribution des aides au logement rural, dont le nombre s'élève à 674 aides affectées à la wilaya durant les deux dernières années, et ce, pour lancer les travaux de construction dans les délais, a-t-on relevé. Pour rappel, la wilaya de Khenchela figure parmi les régions où ce type d'habitat a connu une certaine réussite avec plus de 37.000 aides distribuées à travers les différentes communes, nécessitant un montant de plus de 26 milliards de dinars alloués par l'antenne locale de la caisse nationale du logement (CNL) aux bénéficiaires.

ASSEMBLÉE POPULAIRE DE LA WILAYA DE BLIDA

80% des recommandations sont relatives au logement

Un taux de 80% des recommandations émises par l'Assemblée populaire de la wilaya (APW) de Blida, en direction des chefs des daïras et des présidents d'Assemblées populaires communales (APC) sont relatives au secteur du logement, a indiqué jeudi, le président d'APW, Abderrahmane Soualmi. M. Soualmi, qui intervenait à l'ouverture des travaux de la 4ème session ordinaire de l'APW pour l'année 2020, en présence du wali, Kamel Nouisser, a fait cas de quelque 3.695 recommandations et questionnaires émis, ces trois dernières années, en direction des daïras et des APC, relatifs au renforcement du service public. "Un taux de 80% de ces recommandations introduites auprès des autorités compétentes en vue de leur examen et

mise en œuvre, est relatif au problème du logement, qui est à la tête des préoccupations des citoyens, tandis que 10% concernent les demandes de travail et le reste concernent d'autres questions de développement social", a-t-il précisé. Sur ce total de recommandations émises, le P/APW a déploré le fait de n'avoir obtenu "que 35 réponses sous forme de notes indiquant que les dossiers en question sont en cours d'examen auprès des commissions compétentes, notamment concernant la distribution de logements publics locatifs", a-t-il relevé. A la fin de son intervention, M. Soualmi a émis un nombre de recommandations en direction du wali et qui concernent notamment des dossiers urgents en relation directe avec la situation sociale des

citoyens, dont la lenteur dans l'examen des actes d'urbanisme. Il a salué à cet effet, l'arrêté modificatif émis par la wilaya portant renouvellement des membres de la commission de wilaya chargée de l'examen des demandes, laquelle se chargera du règlement de la majorité des demandes en attente, "dans les prochains jours", a-t-il souligné. Le même responsable a, également, appelé au règlement des dossiers de mise en conformité des constructions dans le cadre de la loi 15/08, tout en préservant un mode urbanistique architectural en harmonie avec l'histoire et les origines de la wilaya, par l'activation de la recommandation de respect des règles d'urbanisme.

ANNABA (FEMME ENCEINTE)

Des équipements médicaux pour une meilleure prise en charge

Six (6) polycliniques de la wilaya d'Annaba ont été dotées d'équipements médicaux importants et qualitatifs, dans le cadre d'un programme visant une meilleure prise en charge de la santé de la femme enceinte, a-t-on appris jeudi du directeur local de la santé et de la population (DSP).



Il s'agit de 12 appareils réservés au suivi de la santé de la mère et l'enfant, dont six (6) échographes pour le contrôle du développement du bébé et 6 autres appareils de pointe consacrés au dépistage et au diagnostic prénatal, ainsi que 14 tables de consultation", a précisé Mohamed Nacer Daâmache. Ces équipements médicaux, visant l'amélioration des conditions de prise en charge de la mère et de

l'enfant dans les structures sanitaires de proximité, seront répartis sur les polycliniques des communes de Annaba, El Hadjar, Sidi Amar et El Bouni, a fait savoir la même source. Afin d'atteindre les objectifs escomptés pour améliorer la prise en charge de la santé maternelle et infantile, une opération de numérisation des programmes de diagnostic et de suivi est en cours à travers les établissements publics

de santé, dans le cadre dudit programme, et ce grâce à une application créée pour assurer la coordination entre les différents services de santé, tout en contribuant à garantir un suivi, en temps opportun, de la santé de la femme enceinte et de son bébé, a expliqué M. Daâmache. Pour rappel, sur les 22.267 naissances enregistrées dans la wilaya de Annaba l'année précédente, cinq cas de mortalité maternelle

ont été recensés, ce qui représente 23 cas pour 100.000 habitants à Annaba, contre 59 cas décès pour 100.000 habitants à l'échelle nationale, selon les statistiques communiquées par les services de la DSP. S'agissant du nombre de mort-nés, la même wilaya a enregistré au cours de l'année écoulée, 11 cas pour 100.000 habitants, contre 13 cas pour 100.000 habitants au niveau national, a-t-on signalé.

MÉDÉA

Caravane de solidarité au profit des habitants des zones d'ombre

Une caravane de solidarité a été organisée, mercredi, au profit des habitants des zones d'ombre de Médéa, dans le but d'apporter aide et assistance aux résidents des hameaux isolés de la partie nord-est et sud-est de la wilaya, a-t-on appris auprès de la direction locale de l'action sociale et de la solidarité.

Des médecins et paramédicaux font partie de cette caravane de solidarité, dont le passage au niveau des hameaux ciblés, sera mis à profit pour faire bénéficier les résidents de ces hameaux de consultations médicales gratuites et de soins, a-t-on ajouté. Un lot de colis alimentaires, composé de denrées de base, des couvertures et des vêtements, sera distribué à la faveur de cette action de solidarité qui touchera des dizaines de familles habitant dans les zones éparses et reculées les communes de Saneg (80 km au sud-est de Médéa) et Baata (57 km au nord-est), a-t-on indiqué.

Des actions similaires avaient été initiées, depuis plusieurs semaines, en direction des habitants de nombreuses zones d'ombre de la wilaya et l'opération se poursuivra encore, afin de couvrir le plus grand nombre possible de familles vivant dans la précarité ou en situation de détresse, a-t-on signalé.

TIZI-OUZOU

Caravane de sensibilisation sur le développement de la filière céréalière

Une caravane de sensibilisation sur le développement de la culture de céréales à travers la wilaya de Tizi-Ouzou, a été lancée jeudi par la Chambre d'agriculture de wilaya (CAW), a-t-on appris des organisateurs.

Selon le président de la CAW de Tizi-Ouzou, Hamid Saïdani, cette caravane qui se poursuivra jusqu'au 14 du mois courant, sillonnera les régions céréalières de la wilaya afin de rappeler aux agriculteurs activant dans cette filière, la nécessité d'améliorer le rendement de leurs parcelles, en suivant certaines orientations.

Il s'agit, notamment de l'application d'une irrigation d'appoint afin d'éviter le stress hydrique, d'engrais et autres traitements contre les ravageurs, a-t-il dit en soulignant que le but de cette démarche est de donner des conseils aux agriculteurs afin d'augmenter le rendement céréalière à l'hectare et qui se situe actuellement entre 20 et 30 qx. Ce même responsable a rappelé que les différents intervenants dans la filière dont la CAW, la direction locale des services agricoles, le conseil interprofessionnel de la filière céréalière ainsi que la Caisse régionale de la mutualité agricole, qui participent à cette caravane, "sont toujours disponibles pour assurer un accompagnement technique aux céréaliculteurs".

Pour sa première étape, cette caravane de sensibilisation s'est rendu à Draâ Ben Khedda ou les animateurs ont rencontré les céréaliculteurs de la région, avant de se déplacer dans l'après midi à Irjden pour sensibiliser les agriculteurs de cette région et de celle de Tizi Rached, a-t-on appris de même source.

NÂAMA

Coup d'envoi des portes ouvertes sur les Forces aériennes

La manifestation "portes ouvertes sur les Forces aériennes" a débuté jeudi à l'école de spécialisation en chasse aérienne "Chahid Bourouis Mohamed" de Mechéria (Nâama) relevant de la deuxième Région militaire. "Cette manifestation informative constitue une occasion pour les citoyens pour connaître les moyens mis en œuvre, le degré de professionnalisme et la compétence qui caractérisent l'Armée nationale populaire (ANP) de manière générale et les Forces aériennes en particulier", a souligné le commandant air de la deuxième Région militaire, le général major Douaïssia Abdelkrim, à l'ouverture de cette manifestation au nom du commandant des Forces aériennes, le général major Laraba Mahmoud. "C'est également une occasion pour mieux informer le public sur l'arme des forces aériennes et ses équipements, ainsi que ses

missions et le matériel pédagogique et d'enseignement dont disposent les écoles de formation dans le domaine de l'aviation", a-t-il déclaré. Le même responsable a indiqué que l'intérêt du public, présent à ces portes ouvertes, permet de faire connaître les efforts considérables déployés dans la formation des militaires dans les différentes disciplines (aviation, techniques, domaines de navigation, météo et entretien, entre autres), en plus de mettre en exergue les efforts d'acquisition de matériel moderne et la participation des forces aériennes, en un temps record, à des ponts aériens pour répondre aux besoins du pays en matériel, équipements et vaccins pour faire face à la crise sanitaire engendrée par la pandémie de la Covid-19. Le général major Douaïssia Abdelkrim a souligné, d'autre part, que cette manifestation de communication, qui s'inscrit dans le cadre du plan général de communication de l'ANP

pour l'année 2021, approuvé par le Haut commandement de l'ANP pour la valorisation des relations Armée-Nation, suscite l'engagement des jeunes algériens pour rallier l'ANP en général et les Forces aériennes en particulier. Cette manifestation de deux jours, qui a vu la présence des autorités locales et qui a enregistré une affluente remarquable des citoyens à son premier jour, a été marquée par la projection de documentaires sur les Forces aériennes, en plus de la tenue d'une exposition comprenant plusieurs ailes mettant en exergue des modèles d'avion d'entraînement de dernière génération, ainsi que du matériel d'armement de défense aérienne, des avions de transport, des hélicoptères, des équipements de recherche et de sauvetage, des escadrons aériens, des ateliers de maintenance d'avions et autres. Une aile est réservée à l'information sur les procédures permettant d'accéder aux écoles spécialisées relevant des Forces aériennes.



ELECTIONS DU CONSEIL DE LA FIFA

La candidature de Zetchi validée par le TAS après recours



Le Tribunal arbitral de sport (TAS) de Lausanne (Suisse), a décidé de réintégrer le président de la Fédération algérienne de football (FAF) Kheïreddine Zetchi dans la course, en vue des élections du Conseil de la Fédération internationale (Fifa), prévues le 12 mars à Rabat (Maroc), en marge de l'Assemblée générale électorale (AGE) de la

Confédération africaine (CAF), a appris l'APS vendredi auprès de l'instance fédérale.

La décision fait suite à un recours introduit par le président de la FAF, après le rejet de son dossier de candidature par la Fédération internationale (Fifa), le 26 janvier dernier, pour avoir omis de signaler deux suspensions antérieures sur le plan national

(2016) et continental (2018).

Ainsi, Zetchi est de nouveau candidat pour arracher l'un des deux sièges libérés en fin de mandat de quatre ans par le Tunisien Tarek Bouchamaoui et l'Egyptien Hani Abo Rida, en compagnie de deux autres candidatures : le Marocain Fawzi Lekdjaâ, et Abo Rida, qui brigue un second mandat. Zetchi (55 ans) am-

bitionne à travers sa candidature, de devenir la deuxième personnalité sportive algérienne à intégrer le Conseil de la Fifa après l'ancien président de la FAF Mohamed Raou-raoua, qui avait été élu membre du Comité exécutif de l'instance internationale lors de l'Assemblée générale électorale de la CAF en février 2011 à Khartoum (Soudan).

FOOT/ITALIE

**Inter Milan- Atalanta
Bergame le choc
de la 26^e journée**

La 26^e journée de la serie A, sera dominée par le grand choc opposant le leader l'Inter Milan face à l'Atalanta Bergame, la révélation du football italien ces derniers temps. L'inter qui fait la course en tête de la Serie A, fera face à un gros morceau lundi prochain en soirée, avec la réception de l'Atalanta Bergame, quatrième du championnat et toujours en lice en Ligue des champions. Les partenaires de Romelu Lukaku enverraient un message puissant à leurs poursuivants en cas de victoire, notamment au voisin et rival de l'AC Milan. Sans leur géant suédois Zlatan Ibrahimovic, blessé à l'adducteur gauche, les Rossoneri rendent visite demain (15h00) au Hellas Vérone avec l'espoir de consolider leur deuxième place devant la Juventus de Cristiano Ronaldo. Dernier membre du podium, la Juve n'a pas abdiqué dans sa quête d'un dixième scudetto consécutif. Mais pour améliorer sa position au classement, elle n'a pas le droit à l'erreur ce soir, contre la Lazio Rome qui, comme elle, compte encore un match en retard.

R.S

FOOT/ C1 LIVERPOOL-
LEIPZIG

**Le huitième de finale
retour se jouera à
Budapest**

Le huitième de finale retour de la Ligue des champions entre Liverpool et Leipzig se déroulera, comme le match aller, à Budapest, en raison des restrictions de déplacements liés à la pandémie de Covid-19, a annoncé jeudi l'UEFA. Si le match s'était déroulé en Angleterre, Leipzig, qui avait perdu 2-0 à l'aller, aurait dû observer une quarantaine stricte de dix jours à son retour, conformément aux directives des autorités pour freiner la propagation du variant britannique du coronavirus. L'autre huitième de finale retour entre clubs allemand et anglais, qui opposera Manchester City et Mönchengladbach, dont l'aller s'était également tenu à Budapest, devrait bien avoir lieu en Angleterre. Le match aura lieu le 16 mars et à l'aller City s'était imposé 2 à 0.

R.S

FOOT/ FC BARCELONE
**Touché au genou, Piqué
incertain face au PSG**

Le défenseur international espagnol du FC Barcelone Gerard Piqué, victime d'une entorse au genou gauche, est incertain pour le huitième de finale (retour) de la Ligue des champions d'Europe de football, mercredi prochain en déplacement face au Paris SG, a déclaré jeudi le club, sans préciser la durée de son indisponibilité. Piqué a dû être soigné mercredi au cours de la demi-finale retour de la Coupe du roi, gagnée par le Barça (3-0) face à Séville. Il a pu terminer le match et a même été l'auteur du deuxième but qui a poussé les deux équipes en prolongation. Battu 2 à 0 à l'aller, le Barça a arraché sa qualification, et sera opposé en finale face au vainqueur de Levante - Athletic Bilbao. Piqué (34 ans), a déjà manqué trois mois cette saison à cause d'une entorse au même genou. Il avait fait son retour pour le match aller des huitièmes de finale de la C1, perdu 4 à 1 à domicile contre le PSG le 16 février.

R.S

FOOT-FISCALITÉ

**La justice européenne
pointe du doigt quatre
clubs espagnols**

La justice européenne a souligné jeudi que le régime fiscal dont ont bénéficié pendant 25 ans le FC Barcelone, le Real Madrid et deux autres clubs de football espagnols constitue bien une aide illégale de l'Etat espagnol, rejetant dans la foulée un recours du Barça.

En 2019, en première instance, le Tribunal de l'Union européenne avait annulé une décision prise en 2016 par la Commission européenne dénonçant un avantage fiscal indu et réclamant des remboursements.

Mais la Cour de justice de l'UE, établie à Luxembourg, a pris jeudi le contrepied du Tribunal, et validé le bien-fondé de la décision de la Commission. "La Cour, faisant droit aux conclusions du pourvoi introduit par la Commission, annule l'arrêt (du Tribunal) attaqué", précise-t-elle dans un communiqué. La CJUE pointe notamment "une erreur de droit" du Tribunal à propos du complexe système des aides d'Etat et des limites à poser. Elle juge aussi que la Commission avait eu raison de reprocher à l'Espagne l'absence de notification du régime fiscal particulier dont bénéficiaient les quatre clubs: le Barça, le Real, l'Athletic Bilbao et Osasuna (Pampelune). En 1990, une loi espagnole avait obligé les clubs sportifs professionnels à se transformer en so-



ciétés anonymes (SA) sportives, rappelle la Cour de justice. Mais quatre clubs avaient préféré faire valoir une exception à la loi leur permettant de continuer à opérer comme "personnes morales sans but lucratif", afin de bénéficier d'un taux spécifique d'imposition de leurs revenus. Comme ce taux spécifique s'est avéré jusqu'en 2016 être inférieur à celui applicable aux SA,

la Commission avait décidé cette année-là de se retourner vers l'Espagne. Elle avait signifié à cet Etat membre que la réglementation permettant cet avantage fiscal constituait "un régime d'aides illégal et incompatible" avec les règles européennes et l'avait enjoint de récupérer l'argent auprès des clubs bénéficiaires. Le Barça avait alors porté l'affaire devant la justice de l'UE. En

2019, le président du Conseil supérieur des sports (CSD) espagnol, Miguel Cardenal, avait évalué à 1,6 millions d'euros l'impact financier de la décision de Bruxelles sur les quatre équipes, pour les seuls quatre derniers exercices fiscaux. Il l'avait qualifiée de "sommers ridicules au regard de l'économie du football".

R.S

FOOTBALL / ESPAGNE (26^e JOURNÉE)
ATLÉTICO-REAL

Derby madrilène potentiellement décisif

Le derby madrilène Atlético - Real, prévu demain (16h15 algériennes) pour le compte de la 26^e journée de Liga, pourrait être potentiellement décisif pour le titre de la saison 2020-2021. C'est vers Madrid que tous les regards seront tournés ce week-end en Liga : l'Atlético, leader, et le Real (3e) vont s'affronter au stade Metropolitano, dans le derby de la capitale espagnole. L'affiche devrait donner une indication sur la fin de saison à attendre : soit le Real (53 pts) revient sur les talons de l'Atlético (58 pts) en tête du classement pour un sprint final très serré,

soit les "Colchoneros" prennent le large, avec potentiellement huit points d'avance sur leurs poursuivants. Deuxième, le FC Barcelone affronte Osasuna ce soir, juste avant l'élection de son nouveau président le lendemain et à l'approche de sa revanche européenne face au Paris SG mercredi prochain en 8^e de finale retour de Ligue des champions dans le gifle reçue à l'aller (1-4). A noter également, la rencontre décisive dans la lutte pour le maintien entre Cadix et Eibar aujourd'hui.

R.S

FOOT/ANGLETERRE
(27^e JOURNÉE)

**Sulfureux derby à
Manchester demain**

La 27^e journée de Premier League, de samedi à lundi, sera écrasée par le derby de Manchester qui voit le leader City accueillir son dauphin United demain (18h30 algériennes). Cela sera sans doute la dernière occasion de remettre en cause la course vers le titre des Citizens qui ont encore accru leur avance à 14 points en milieu de semaine. Après trois 0-0 consécutifs, difficile d'imaginer les Red Devils aller l'emporter à l'Etihad stadium, mais ils pourront peut-être mettre fin à l'impressionnante série de 21 victoires d'affilée, toutes compétitions confondues, de leurs voisins. Aujourd'hui, la principale affiche sera le déplacement de Leicester, dans le dur mais qui s'accroche à sa place sur le podium malgré une avalanche de blessés, chez le mal classé mais toujours spectaculaire Brighton. Liverpool aura une occasion de se rapprocher encore du Top 4 en recevant le relégable Fulham demain, alors que lundi sera animé par le duel d'ambitieux Chelsea-Everton.

R.S

FOOT / ALLEMAGNE (24^e JOURNÉE) BAYERN-DORTMUND

Un "Klassiker" tant attendu

Le week-end allemand sera dominé par le traditionnel "Klassiker" Bayern-Dortmund aujourd'hui (19h30 algériennes), tête d'affiche de la 24^e journée de Bundesliga. Le Bayern de Lewandowski croisera la route de Haaland et Dortmund, dans un match entre les deux puissances allemandes de la décen-

nie écoulée qui a perdu un peu en prestige, alors que Leipzig s'impose comme le véritable rival du Bayern pour les années à venir. Toutefois, l'affiche propose encore cette saison un duel alléchant entre deux des meilleurs buteurs du monde, le Polonais Robert Lewandowski (Bayern) et le Norvégien Erling Haaland

(Dortmund). L'enjeu est de taille pour le champion en titre qui a fait du surplace en février et n'a plus que deux points d'avance sur Leipzig en tête. D'autant que le RB sera favori aujourd'hui sur la pelouse du 8^e Fribourg (16h30). Pour Dortmund, chaque point est également précieux. Le Borussia est pour le moment 5^e, à

trois longueurs de la quatrième et dernière place qualificative pour la Ligue des champions. Affaibli financièrement par la pandémie, le club de la Ruhr redoute de devoir vendre des joueurs majeurs si l'équipe ne joue pas la lucrative compétition européenne la saison prochaine.

R.S

(U17) PRÉPARATION

Les matchs amicaux face à la Côte d'Ivoire et la Zambie officialisés

La sélection algérienne de football des moins de 17 ans (U17), disputera deux matchs amicaux au Maroc, le 7 mars face à la Côte d'Ivoire, et le 10 mars contre la Zambie, en vue de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 de la catégorie, programmée du 13 au 31 mars, a annoncé la Fédération algérienne (FAF) jeudi sur son site officiel.

Les lieux et les horaires de ces rencontres seront communiqués ultérieurement", précise la FAF dans un communiqué.

La Côte d'Ivoire et la Zambie sont logées dans le groupe "A" à la CAN-2021, en compagnie du Maroc (pays hôte) et de l'Ouganda.

Le directeur technique national de la FAF Ameur Chafik avait révélé lundi à l'APS, l'organisation de deux rencontres amicales de la sélection algérienne contre respectivement la Côte d'Ivoire et la Zambie au Maroc en prévision de la CAN 2021.

Les coéquipiers du gardien de but Hamza Boualem se sont imposés mercredi face à l'USM Alger (U21) 3-1, en match amical disputé au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa. Le sélectionneur national Mohamed Lacete a fait appel à 28 joueurs, dont 13 évoluant à l'étranger, pour l'ultime stage préparatif, entamé dimanche dernier au Centre technique national de Sidi Moussa, qui s'étalera jusqu'au départ pour le Maroc, aujourd'hui à bord d'un vol spécial (10h00).

La délégation de l'équipe nationale sera conduite par Abdallah Gueddah, membre du bureau fédéral et président de la commission finances.

Versée dans le groupe B, l'Algérie débutera le tournoi le 14 mars face au Congo, avant de croiser le fer avec la Tanzanie (17 mars), puis le Nigeria (20 mars). L'unique participation de l'Algérie à la CAN des U17 date de 2009, lors de l'édition disputée à domicile, qui avait vu les joueurs de l'ancien sé-



lectionneur Athmane Ibrir atteindre la finale, perdue face à la Gambie (3-1). Outre l'Algérie et le Maroc (pays hôte), le tournoi verra également la participation de l'Afrique du Sud, du Cameroun, du Congo, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Nigeria, de

l'Ouganda, de la Tanzanie, du Sénégal et de la Zambie. Les deux premiers de chacun des trois groupes, ainsi que les deux meilleurs troisièmes se qualifient pour les quarts de finale.

R.S

JUDO / GP DE TACHKENT

Les adversaires des Algériens connus

Les judokas algériens engagés au Grand-Prix de Tachkent en Ouzbékistan, prévu du 5 au 7 mars, connaissent désormais leurs adversaires au premier tour, après le tirage au sort effectué et publié sur le site de la Fédération internationale de judo. Le premier Algérien à entrer en lice sera Fethi Nourine qui devra en découdre avec le Philippin Nakano Keisei en 1/8 de finale (poule B) de la catégorie des -73 kg, à laquelle sont inscrits 49 judokas, répartis en quatre poules de treize concurrents. Pour atteindre la finale de la poule, Nourine doit passer quatre tours, dont le second contre le

Moldave Victor Sterpu, exempt du 1er tour. Chez les dames, Amina Belkadi trouvera sur son chemin, à partir des 8es de finale, la Roumaine Stefania Adelina Dobre, dans la poule B de la catégorie des -63 kg qui comprend 33 engagées. En cas de succès, l'Algérienne rencontrera, en quarts de finale de la poule, Gankhaich Bold de Mongolie, exempt du 1er tour. Pour sa part, Kaouthar Ouallal affrontera la Russe Niurguiana Nikiforova en quarts de finale de la catégorie des -78 kg, pour laquelle sont engagés 25 judokates réparties en quatre poules. En cas de victoire, Ouallal jouera

contre la Polonaise Beata Pacut. Enfin, dans la catégorie des +78 kg, Sonia Asselah évoluera dans la poule B et défendra ses chances dans le tournoi, à partir des quarts de finale contre Nazgul Maratova (Kazakhstan), avec l'objectif de se qualifier aux demi-finales de la catégorie comprenant 26 athlètes et quatre poules. En cas de passage, Asselah défiera Yelyzaveta Kalanina (Ukraine). La sélection algérienne a rallié Tachkent à partir de Tunis où elle a effectué un dernier stage de préparation en prévision du tournoi. Les quatre représentants algériens prendront part à cette compétition avec l'objectif d'aller

le plus loin possible, ce qui leur permettra de récolter un maximum de points et de conforter ainsi leur classement olympique.

Programme des judokas algériens:
 MESSIEURS -73 kg : 1/8 de finale : Fethi Nourine (Algérie) - Keisei Nakano (Philippines)
 DAMES -63 kg : 1/8 de finale: Amina Belkadi (Algérie) - Stefania Adelina Dobre (Roumanie) - 78 kg : 1/4 de finale: Kaouthar Ouallal (Algérie) - Niurguiana Nikiforova (Russie) +78 kg : 1/4 de finale : Sonia Asselah (Algérie) - Nazgul Maratova (Kazakhstan).
 R.S

Brèves

FOOT/ LIGUE DES CHAMPIONS FÉMININE 2021

La CAF lance un appel à candidatures pour l'organisation du tournoi final

La Confédération africaine de football (CAF), a lancé le processus d'appel à candidatures pour l'organisation de la toute première édition de la Ligue des champions féminine, a-t-elle annoncé jeudi sur son site officiel.

Le tournoi final de la Ligue des champions féminine, sera organisé pendant la période d'octobre, novembre ou décembre de chaque année, conformément à la décision du Comité Exécutif de la CAF, précise l'instance continentale.

Pour cette édition 2021, sept équipes se qualifieront pour le tournoi final à l'issue des éliminatoires organisés dans chaque union zonale, en plus du club champion du pays hôte qui est qualifié d'office.

Les associations nationales sont priées de soumettre leur dossier de candidature présentant les stades (deux stades sont exigés) et les terrains d'entraînement (quatre sites d'entraînement au moins), les plans d'hébergement (pouvant accueillir les huit équipes), ainsi que la garantie officielle du gouvernement. La date limite de réception des dossiers de candidature est fixée au 31 mars 2021, conclut la CAF.

R.S

FOOT/ LIGUE 1 (17E J)

Le derby MCA-CRB fixé au 12 mars

Le derby algérois entre le MC Alger et le CR Belouizdad, se jouera vendredi 12 mars au stade du 5-juliet, dans le cadre de la 17e journée du championnat de Ligue 1 de football, selon le calendrier des trois dernières journées de la phase aller, dévoilé mercredi soir par la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site officiel.

Outre cette affiche tant attendue, trois autres rencontres se joueront vendredi 12 mars : Olympique Médéa - USM Bel-Abbès, JS Saoura - WA Tlemcen, CS Constantine - RC Relizane, alors que les six autres matchs se dérouleront le samedi 13 mars.

La 18e journée est programmée, quant à elle, moins d'une semaine plus tard (16-17 mars), et sera tronquée de quatre matchs : CR Belouizdad - USM Alger, JSM Skikda - ES Sétif, MC Alger - NC Magra, et USM Bel-Abbès - JS Kabylie, en raison de la participation du MCA, du CRB, de l'Entente, et de la JSK aux compétitions africaines interclubs.

La 19e et dernière journée de la phase aller se jouera dans son intégralité les 20 et 21 mars, marquée par le derby algérois entre le NA Hussein-Dey et le MC Alger, au stade du 20-août 1955.

Le match USM Alger - JSM Skikda, fixé au samedi 20 mars, ouvrira cette ultime journée de la première partie de la saison, alors que les neuf autres rencontres sont programmées le dimanche 21 mars. Par ailleurs, la LFP n'a programmé qu'un seul match en retard : CR Belouizdad - CS Constantine, fixé au lundi 8 mars au stade du 20-août 1955 d'Alger.

R.S

MCS ET LE DRBT (LIGUE 2 AMATEUR)

Pas encore autorisés à récupérer les licences des nouvelles recrues

Le MC Saida (Groupe Ouest) et le DRB Tadjenanet (Groupe Est), ne sont pas encore autorisés à récupérer les licences de leur nouvelles recrues, a annoncé jeudi la Ligue nationale de football amateur (LNFA) sur son site officiel. Le MCS et le DRBT ont été interdits de recrutement en raison de leurs dettes

cumulées au niveau de la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL), rappelle-t-on. "En revanche, l'USM Annaba et le MO Béjaïa, frappés de la même sanction, ont vu la levée de l'interdiction de recrutement", précise la LNFA. Les 17 et 18 février, quatre clubs avaient récupéré les licences de leurs

nouvelles recrues après s'être acquittés de leurs dettes réclamées par la CNRL, à savoir l'ASM Oran, l'Amel Boussaâda, l'USM Blida, et l'OM Arzew. La Ligue 2 amateur, dont le coup d'envoi avait été donné le week-end du 12-13 février, est à sa quatrième journée, programmée vendredi et samedi.

R.S

YÉMEN

Les Etats-Unis déterminés à résoudre la crise

Les Etats-Unis ont annoncé qu'ils étaient résolus à résoudre la crise yéménite, indique le porte-parole du Département d'Etat américain, Ned Price. Dans une déclaration filmée faite jeudi, le porte-parole a indiqué que Washington "ne voit pas de solution militaire à la crise au Yémen". Et Price d'ajouter que Washington "travaillera avec les parties concernées au Yémen pour résoudre la crise humanitaire dans ce pays". D'autre part, Price a mis l'accent sur le fait que la question des droits de l'homme dans la région arabe "reste au cœur de la politique étrangère de Washington".

ONU

L'ambassadeur birman désigné par l'armée démissionne

L'ambassadeur birman à l'ONU qui avait été désigné mardi comme nouveau représentant auprès de l'Organisation par l'armée après le limogeage du titulaire, a démissionné en assurant que son prédécesseur continuait à représenter son pays, a affirmé jeudi le porte-parole des Nations unies, Stéphane Dujarric.

"Nous avons reçu communication hier de la mission permanente de la Birmanie, nous informant que l'ambassadeur adjoint, Tin Maung Naing, avait remis sa lettre de démission au ministère birman des Affaires étrangères en rappelant que Kyaw Moe Tun reste le représentant de la Birmanie aux Nations unies", a-t-il dit lors de son point-presse quotidien. Samedi, l'armée birmane avait limogé ce dernier, au lendemain de son intervention devant l'Assemblée générale de l'ONU, au cours de laquelle il avait réclamé la fin du coup d'Etat déclenché le 1er février. Il avait achevé son plaidoyer envers le peuple birman, empreint d'émotion, dans sa langue et avec trois doigts levés, symbole de la protestation en Birmanie. Lundi, le diplomate avait dénié au pouvoir militaire toute autorité de le limoger. Après la nomination de son numéro deux par l'armée, l'ONU, embarrassée, avait souligné être confrontée à une situation très rare, s'en remettant à un organisme onusien chargé des accréditations pour trancher.

CHINE

Hausse de 6,8% du budget militaire en 2021



La Chine a indiqué vendredi que son budget militaire, le deuxième du monde après celui des Etats-Unis, augmentera de 6,8% en 2021, une très légère accélération par rapport à l'an dernier.

Ce taux de croissance, plus élevé qu'en 2020 (il était de +6,6%) a été annoncé par un rapport du ministère des Finances publié en marge de la session annuelle du

Parlement. Pékin prévoit de dépenser 1.355,34 milliards de yuans (209 milliards de dollars) pour sa défense.

Ce budget militaire chinois reste trois à quatre fois inférieur à celui de Washington et bien plus bas que les augmentations à deux chiffres qui étaient la norme jusqu'en 2014.

La Chine justifie ces hausses par plusieurs raisons: rattraper l'Occi-

dent, améliorer le paiement de ses militaires pour attirer de nouveaux talents, ou mieux défendre ses frontières avec de nouveaux armements.

Elle entend ainsi affirmer sa souveraineté en mer de Chine méridionale (vis-à-vis notamment du Vietnam et des Philippines), en mer de Chine orientale (sur les îles Senkaku contrôlées par le Japon) ainsi que dans les mon-

agnes de l'Himalaya et du Karakoram (face à l'Inde).

Selon les dernières données disponibles de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri), qui fait autorité, les Etats-Unis étaient loin devant (732 milliards de dollars) en termes de dépenses militaires en 2019, devant la Chine (261), l'Inde (71), la Russie (65), l'Arabie saoudite (62) et la France (50).

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET LA GESTION DES CONFÉRENCES

Guterres nomme une américaine secrétaire générale adjointe

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a nommé jeudi l'américaine Cherith Norman Chalet, au poste de secrétaire générale adjointe chargé du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences.

Elle succédera à Movses Abelian, d'Arménie, qui occupe désormais le poste de sous-secrétaire général pour l'Assemblée générale et la gestion des conférences. Mme Chalet compte une longue expérience en matière de politique étrangère et de questions internationales, possède des connaissances approfondies et s'est remarquablement impliquée

dans les rouages intergouvernementaux des Nations Unies, a estimé le bureau de presse d'Antonio Guterres dans un communiqué.

Mme Chalet a été ambassadrice et représentante des Etats-Unis à l'Assemblée générale des Nations Unies et à ses comités connexes, ainsi qu'au Conseil de sécurité et aux fonds et programmes des Nations Unies.

Elle a occupé plusieurs postes de direction au sein de la mission américaine aux Nations Unies, et plus récemment en tant que représentante permanente adjointe et ambassadrice pour la gestion et la réforme des Nations Unies.

SÉNÉGAL

Un mort dans les manifestations pour Sonko

Un jeune a été tué jeudi dans le sud du Sénégal lors de manifestations contre l'arrestation d'Ousmane Sonko, principale figure de l'opposition, a indiqué un responsable de la gendarmerie. C'est le premier décès confirmé au cours des manifestations en faveur de M. Sonko, placé en garde à vue mercredi, officiellement pour les troubles à l'ordre public qu'il aurait causés en se rendant en cortège au tribunal où il devait être interrogé sur des accusations de viols. "Il y a un décédé parmi les manifestants à Bignona", en Casamance (Sud), a dit un commandant de la gendarmerie, cité par l'AFP. "On ne sait pas encore la cause (du décès). On est en train d'enquêter", a-t-il dit. Quatre gendarmes ont été blessés dans les heurts, a-t-il ajouté, sans donner un bilan des manifestants blessés.

BURKINA FASO

Le CICR appelle à la protection des civils et missions médicales

Le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) a exprimé jeudi son inquiétude face à la persistance des incidents de violence armée ciblant des personnes civiles, des malades, des agents de santé, des moyens de transport sanitaire et des structures médicales au Burkina Faso.

Une ambulance du Centre médical avec antenne chirurgicale (CMA) de Djibo en cours d'évacuation médicale vers Ouagadougou a ainsi sauté mardi sur une mine artisanale à Gaskindé dans la province sahélienne du Soum (nord).

Six personnes à bord du véhicule ont été tuées, selon les autorités. La semaine dernière, dans la province du Yagha (nord-est), deux femmes ont également perdu la vie dans un incident similaire. "Ces incidents sont particulièrement affligeants", a déploré Laurent Saugy, chef de délégation du CICR au Burkina Faso, dans le communiqué.

Le CICR a rappelé à toutes les parties prenantes l'interdiction d'employer des moyens et des méthodes de guerre qui frappent sans discrimination ou qui causent des maux superflus.



FAO

45 pays auront besoin d'une aide alimentaire extérieure

Si les premières estimations concernant la production de blé en 2021 sont optimistes, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que 45 pays auront toutefois besoin d'une aide alimentaire extérieure.

D'après le rapport de cette organisation onusienne, le continent africain reste le plus menacé, avec plus des deux tiers de la liste des 45 pays concernés, à savoir le Burkina Faso, le Burundi, Cap Vert, le Cameroun, la République du Congo, Djibouti, l'Erythrée, l'Esuatini, l'Éthiopie, la Guinée, le Kenya, le Lesotho, le Libéria, la Libye, Madagascar, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, la Namibie, le Niger, le Nigéria, l'Ouganda, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la Tanzanie, le Sénégal, la Sierra Leone, la Somalie, le Soudan, le Soudan du Sud, le Tchad, la Zambie et le Zimbabwe.

Dans les Amériques, seuls Haïti et le Venezuela auraient besoin de cette aide extérieure. En Asie et au Moyen-Orient, l'Afghanistan, le Bangladesh, l'Irak, le Liban, le Myanmar, le Pakistan, la Syrie, la République populaire démocratique de Corée et le Yémen sont concernés.

S'agissant du Yémen, le rapport de la FAO pointe du doigt l'impact des conflits, de la pauvreté, des inondations et des prix élevés des denrées alimentaires. Entre janvier et juin 2021, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire (phase 3 ou plus du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire) devrait augmenter de près de 3 millions pour atteindre 16,2 millions de personnes.

Selon la FAO, les conditions de



sécheresse en Afghanistan et dans le sud de Madagascar suscitent de nouvelles inquiétudes.

En Afrique, sur la trentaine de pays concernés, le rapport s'est penché sur la situation en Éthiopie où environ 13 millions de personnes seront en situation de grave insécurité alimentaire au cours du premier semestre de cette année. "Les principaux facteurs sont : les pertes localisées de récoltes et de pâturages dues aux infestations de criquets, les prix élevés des denrées alimentaires ainsi que l'impact négatif de la pandémie de Covid-19 sur les revenus et les prix des denrées ali-

mentaires", souligne l'organisation onusienne. En Afrique de l'Ouest, bien que la situation sécuritaire se soit améliorée dans certaines parties des régions du Liptako Gourma et du Lac Tchad depuis la fin de 2020, les effets des conflits devraient continuer à miner les capacités de production des agriculteurs et, par conséquent, réduire la production en 2021 dans ces régions. D'après les estimations parues ce jeudi dans les "Perspectives de récoltes et situation alimentaire", la production céréalière totale des 51 pays à faible revenu et à déficit vivrier a augmenté de 3% en 2020 par rap-

port à l'année précédente. Elle s'est établie à plus de 502 millions de tonnes, la reprise en Afrique australe et au Proche-Orient ayant contrebalancé un recul en Afrique centrale. D'après les premières estimations de la FAO, la production mondiale de blé devrait ainsi augmenter et atteindre un nouveau record en 2021, à savoir 780 millions de tonnes. La reprise attendue de la production dans l'Union européenne a fait plus que compenser les perspectives de production assombries par les conditions météorologiques en Russie.

R.I

NUCLÉAIRE

Les Européens renoncent à leur résolution contre l'Iran à l'AIEA

Les Européens ont finalement renoncé à leur résolution contre l'Iran à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour tenter de ramener Téhéran à la table des négociations avec les États-Unis, une avancée saluée jeudi par la République islamique. Appuyé par Washington, ce texte de l'Allemagne, de la France et de la Grande-Bretagne (E3) condamnait la décision de Téhéran de suspendre certaines inspections de son programme nucléaire.

"Malgré un soutien important" au sein du Conseil des gouverneurs, "nous avons décidé de ne pas présenter la résolution", a indiqué le ministre allemand des Affaires étrangères, confirmant des informations de sources diplomatiques. "L'Iran doit maintenant prouver qu'il est sérieux dans sa volonté de relancer pleinement" l'accord nucléaire de 2015, paraphé aussi par la Chine et la Russie.

Il s'agit d'une "mise sur pause", explique-t-on du côté français, en raison de "signaux encourageants" de la part des Iraniens. Ceux-ci "n'auraient pas été obtenus si la menace n'avait pas été maintenue jusqu'au bout", assure cette source, soulignant que l'E3 se réserve la possibilité de "demander une réunion extraordinaire des gouverneurs" si les avancées ne se concrétisent pas. Téhéran a accueilli favorablement cette décision, qui "peut maintenir ouverte la voie de la diplomatie amorcée par l'Iran et l'AIEA", selon un communiqué du porte-parole des Affaires étrangères, Saïd Khatibzadeh. Et d'espérer que les différentes parties "saisiront cette occasion".

Moscou, qui avait mis en garde en début de semaine contre "des mesures irresponsables", s'est lui aussi réjoui de cette marche arrière de l'E3.

"La sagesse l'a emporté", a réagi l'ambassadeur russe à l'AIEA, Mikhail Ulyanov. "La résolution aurait conduit à une escalade incontrôlée. Désormais la diplomatie a une réelle chance de succès".

"Les choses bougent dans la bonne direction", abonde le diplomate français, qui évoque la possibilité d'une "rencontre informelle, sans doute à Bruxelles, d'ici une à deux semaines", en présence des États-Unis désireux de revenir dans l'accord, alors que Téhéran avait refusé la précédente invitation du fait des tensions. Parmi les progrès constatés, l'Iran a accepté d'engager, dès avril, un processus de "réunions techniques" avec l'AIEA pour "clarifier plusieurs questions en suspens", a détaillé devant la presse le directeur général du "gendarme" onusien du nucléaire.

Rafael Grossi a dit vouloir régler ces problèmes d'ici au prochain Conseil des gouverneurs en juin. Depuis plusieurs mois, l'AIEA exprimait ses inquiétudes quant à la possible présence de matière nucléaire sur plusieurs sites non déclarés et ce sont ces dossiers qui vont être examinés.

R.I

VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME

Un journaliste marocain appelle à un procès contre le régime

Le journaliste marocain, Ali Lahrouchi, a appelé à un procès contre le régime marocain pour "grave violation" des droits de l'Homme et "transgression des conventions internationales" pertinentes, dénonçant "la féroce campagne" menée par les forces du régime du Makhzen contre les journalistes et les militants des droits de l'Homme, à travers "l'intensification des campagnes d'arrestations systématiques et de répression contre les voix qui s'opposent à la normalisation avec l'entité sioniste". "Au moment où la majorité des pays dans le monde enregistrent une profonde mutation vers le renforcement du bien-être de l'être humain en garantissant l'exercice des droits légitimes, à leur tête le droit à la vie, à la sécurité, à la manifestation et à la liberté d'expression, le régime marocain persiste dans la violation de ces droits et dans la transgression de toutes les conventions internationales pertinentes", a-t-il déploré dans une déclaration à l'APS depuis Amsterdam.

Pour cet ancien détenu dans les prisons marocaines "le régime de

Mohamed VI n'hésite pas à piétiner, publiquement et secrètement, les conventions internationales relatives à la protection des droits de l'Homme qu'il a pourtant signées", citant entre autres la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (1970), le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1979), le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1966), la convention relative aux droits de l'enfant (1989), la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la convention des Nations unies contre la torture.

Pour ce journaliste, les pratiques "répressives" de la police marocaine confirment son non-respect des Conventions internationales auxquelles il est astreint de par leur entérinement, évoquant "les graves violations" des droits de l'Homme à travers "les interpellations politiques pour des accusations montées de toutes pièces, les tortures barbares et les discriminations". Le plus grave, a-t-il ajouté, "c'est que ces crimes sont

perpétrés sur injonction du régime qui protège les auteurs contre les poursuites judiciaires". Le journaliste Ali Lahrouchi estime, par ailleurs, que toutes les manifestations populaires au Maroc sont légitimes en revendication d'une vie décente et de l'amélioration des conditions de vie, notamment le pouvoir d'achat et l'accès à l'emploi. Déplorant l'arrestation de mineurs ne dépassant pas les 15 ans au seul motif d'avoir participé à des manifestations revendiquant légitimement de simples droits, il a condamné la répression des non-voyants en violation flagrante des droits de l'Homme.

Les opposants à la normalisation avec l'entité sioniste "n'ont pas échappés non plus à la barbarie du régime marocain alors qu'ils ne sont sortis que pour dénoncer la trahison vis-à-vis de la cause palestinienne et l'ouverture de la région maghrébine aux Sionistes", a-t-il poursuivi.

Pour ce journaliste marocain, "le plus douloureux c'est la diabolisation et l'accusation de trahison de tous ceux qui rejettent la normalisation" ajoutant, que le système du Makhzen "est celui qui me-

nace la sécurité et la stabilité du grand Maghreb arabe, après avoir établi des relations à part entière avec l'entité sioniste". Soulignant les crimes du régime marocain au Sahara occidental, il a mis en avant le bouclage des villes occupées, les descentes, la torture même des femmes et les enlèvements des jeunes. Il a regretté, à ce propos, "l'implication des soldats marocains dans une guerre sans intérêt pour eux, d'autant qu'ils subissent d'importantes pertes quotidiennement face à l'armée sahraouie". En conclusion, le journaliste Ali Lahrouchi a appelé la communauté internationale, et en particulier les institutions juridiques internationales, à poursuivre le régime marocain pour transgression des conventions internationales et violation des droits de l'homme, d'autant, a-t-il relevé que ces crimes "sont documentés". Il a également appelé à l'application de la légalité internationale au Sahara Occidental à travers la tenue d'un référendum libre et transparent garantissant au peuple sahraoui son droit à l'autodétermination.

R.I

TERRE

Et si une baisse de l'oxygène venait à signer la fin de l'humanité ?

D après de récentes recherches, la fin de route pour toutes les formes de vie qui dépendent de l'oxygène pourrait bien être... l'étouffement, dans le prochain milliard d'années. Astéroïdes, volcans, guerres nucléaires... Nombreux sont les éléments qui pourraient être responsables de la fin de l'humanité et de la vie terrestre. À travers une étude, publiée dans Nature Geoscience le 1er mars 2021, les chercheurs apportent une nouvelle hypothèse "d'apocalypse", celle d'un appauvrissement en oxygène de l'atmosphère d'ici un milliard d'année d'années environ. La vie microbienne (et sûrement l'incroyable créature qu'est le tardigrade) continuerait ainsi d'exister... longtemps après notre départ.

Moins de dioxyde de carbone, moins d'oxygène

Pour parvenir à ces conclusions, les scientifiques ont réalisé plusieurs simulations anticipées de la biosphère terrestre, en tenant compte des changements de luminosité du Soleil, de la baisse des niveaux de dioxyde de carbone à mesure qu'ils se décomposent dans l'atmosphère (augmentant par la même occasion la chaleur terrestre)... Ils avaient ainsi auparavant prédit que l'augmentation du rayonnement solaire provoquerait la disparition des océans de la surface de la planète bleue d'ici environ 2 milliards d'années. Leur nouveau modèle indique toutefois que bien avant, ce sera plutôt la réduction extrême de l'oxygène qui va tuer la vie sur Terre. En effet, les baisses drastiques de dioxyde de carbone seraient à l'origine d'une réduction de l'ensemble des êtres vivants capables de fabriquer de la matière organique grâce à la photosynthèse (organismes photosynthétiques). Et donc, de l'oxygène. Certes, le phénomène ne se produirait pas avant un milliard d'années, mais la transition se déroulerait assez rapidement, d'après les chercheurs.

À la recherche d'autres planètes habitables

La Terre se transformerait alors radicalement, et retrouverait l'état dans lequel elle était il y a 2,4 milliards d'années, avant que ce déroule le "grand événement d'oxydation" (GOE). "L'atmosphère après la grande désoxygénation est caractérisée par un méthane élevé, de faibles niveaux de CO2 et aucune couche d'ozone, explique dans un communiqué le professeur Kazumi Ozaki, de l'Université de Toho (Japon). Le système terrestre sera probablement un monde de formes de vie anaérobies (vivant en l'absence du dioxygène, nldr)."

Ces recherches font partie du projet NASA NEXSS (Nexus for Exoplanet System Science), qui étudie l'habitabilité de planètes similaires à la nôtre en dehors du Système solaire. Le rapport, me direz-vous ? En fait, d'après les auteurs de l'étude, il est peu probable que l'oxygène atmosphérique soit une caractéristique permanente des mondes hospitaliers. Nous devrions peut-être chercher d'autres biosignatures en plus de l'oxygène, afin d'optimiser au maximum nos chances de repérer la vie ailleurs, indiquent-ils.

DÉVOILANT DES CAPACITÉS INSOUÇONNÉES
Des seiches réussissent un test d'intelligence pour enfants

Les céphalopodes ne cessent jamais de nous surprendre. Tout comme les humains et de rares espèces animales, des seiches ont montré qu'elles étaient capables de résister à la tentation de la nourriture, dans le but d'obtenir une récompense encore meilleure.



D es expérimentations réalisées sur des seiches révèlent aujourd'hui à quel point l'intelligence animale pourrait être bien plus évoluée que ne le pensent les humains. Pour les besoins d'une étude, publiée dans les Proceedings of the Royal Society B le 3 mars 2021, les céphalopodes ont en effet été soumis au test dit "de la guimauve de Stanford", normalement destiné à des enfants. Une épreuve réussie haut la main par ces animaux marins, et témoignant d'étranges petits cerveaux dotés de capacités insoupçonnées.

Le test de la guimauve, ou comment retarder la gratification

Pour l'espèce humaine, le test de la guimauve est assez simple. Un enfant est placé dans une pièce avec ce bonbon. Il lui est alors dévoilé que s'il parvient à résister à l'envie de le dévorer pendant quinze minutes, il obtiendra une deuxième guimauve et pourra se délester des deux. Une capacité à retarder la gratification, qui,

d'après les scientifiques, démontre certaines capacités cognitives. La planification future, par exemple. Et puisque cette expérimentation est sans prétention, elle peut facilement être adaptée aux animaux. Évidemment, ces derniers n'étant pas dotés de notre langage (du moins, à notre connaissance), le processus est quelque peu modifié : il leur est appris à comprendre qu'une meilleure nourriture leur sera proposée s'ils ne mangent pas immédiatement celle placée devant leur nez. Certains primates, les chiens, les perroquets et les corvidés (corbeaux, corneilles, pies, ténias et geais) sont parvenus à rester patients.

De la patience pour une meilleure nourriture

Six seiches communes (Sepia officinalis) ont ainsi été placées dans un réservoir avec deux chambres fermées, aux portes transparentes. S'y trouvaient deux collations : une crevette royale morte, contre une vivante bien plus attrayante aux yeux des participantes. Les

portes comportaient quant à elles des symboles que les seiches avaient appris à reconnaître : un cercle pour ouvrir directement l'entrée, un triangle pour que celle-ci s'ouvre entre 10 et 130 secondes, un carré pour qu'elle reste indéfiniment fermée.

Pour un premier groupe de seiches, la crevette morte était placée derrière la porte affichant le rond, tandis que la vivante n'était accessible qu'après un certain temps. Pendant ce temps, un groupe témoin se trouvait der avec la porte au symbole carré, bles. leurs mets favoris inaccessibles. Les scientifiques ont finalement découvert que toutes les ont dé-dans la première situation cide d'attendre leur nourriture préférée, ce que n'ont pas fait celles du deuxième groupe, qui ont compris qu'elles ne pourraient y accéder.

Un mécanisme de survie ignoré ?

Ces recherches montrent donc que les seiches ont acquis un cer-

tain "contrôle de soi", afin d'accéder à une meilleure nourriture.

Mais les raisons de cette adaptation inédite restent incompréhensibles. Selon les théories des biologistes, cette capacité à retarder la gratification aurait donné un avantage à ces animaux marins dans le monde sauvage, notamment dans cette recherche de nourriture. Alexandra Schnell, écologiste comportementale à l'Université de Cambridge (Angleterre) et auteure de l'étude, développe dans un communiqué :

Les seiches passent la plupart de leur temps à se camoufler, à s'asseoir et à attendre, ponctuées de brèves périodes de recherche de nourriture. Elles enlèvent leur camouflage lorsqu'elles se nourrissent, et sont donc exposées à tous les prédateurs de l'océan. Nous supposons que la gratification retardée a pu évoluer comme un sous-produit de cette situation, de sorte que les seiches puissent optimiser leur recherche de nourriture en attendant de choisir une nourriture de meilleure qualité.

LONGÉVITÉ

Un médecin japonais centenaire révélait les secrets

Un mode de vie sain est-il l'unique recette d'une vie longue ? Un médecin japonais a révélé peu avant sa mort comment vivre jusqu'à 105 ans et ses conseils sont très différents de ceux auxquels on aurait pu s'attendre ! On estime que 70.000 centenaires vivent actuellement au Japon. Un record ! Le docteur Shigeaki Hinohara y a largement contribué. En collaboration avec l'hôpital international St. Luke de Tokyo, il a lancé un examen physique annuel dans le pays, qui a contribué à améliorer l'espérance de vie dans tout le pays.

Hinohara lui-même est décédé à l'âge de 105 ans. Peu avant sa mort, le Japonais révélait les astuces qui l'ont aidé à vivre si longtemps. En plus d'une alimentation saine, les autres

conseils semblent très inhabituels au premier abord.

Ne prenez pas votre retraite trop tôt

Il explique qu'au Japon, l'âge de la retraite a été fixé à 65 ans, à une époque où l'espérance de vie n'était que de 68 ans. Selon lui, il ne faut pas prendre sa retraite trop tôt. Hinohara en était convaincu : c'est le travail quotidien qui l'a maintenu en vie si longtemps. Il travaillait d'ailleurs encore régulièrement jusqu'à cinq mois avant sa mort.

Amusez-vous

Selon lui, se fixer trop de règles dans sa vie nuit à votre corps, telles que les heures de repas et les heures de coucher. Au lieu

de cela, il recommandait toujours à ses patients de sortir et de s'amuser — grâce à l'art, en écoutant de la musique, ou en pratiquant d'autres activités.

Ayez confiance en vous

Hinohara a constaté que les gens surestiment souvent les capacités des médecins et négligent l'essentiel : s'amuser est le meilleur remède ! Selon lui, vous ne devriez jamais suivre aveuglément les conseils de votre médecin et plutôt écouter votre propre corps. Pour Shigeaki Hinohara profiter de la vie et rester actif est le plus important, surtout quand on atteint un âge canonique. Sa devise était donc celle-ci : Je fais toujours deux pas à la fois pour faire bouger mes muscles.

Plus de 200 maisons d'édition à la 1^{ère} édition du Salon du livre algérien

Plus de 200 maisons d'édition sont attendues à la 1^{ère} édition du Salon du livre algérien, prévu du 11 au 20 mars au Pavillon central du Palais des expositions (Pin Maritime) à Alger.

Organisée sous l'égide du ministère de la Culture, cette manifestation nationale verra la participation de 216 maisons d'édition et 12 établissements publics, a précisé Mustapha Kallab Debbeh, président de l'Organisation nationale des éditeurs de livres (ONEL), organisatrice de l'événement, faisant état d'un programme culturel et professionnel et des séances de dédicaces par une trentaine d'écrivains, qui ont publié leurs ouvrages sur leurs propres fonds.

Les conférences professionnelles traitent de plusieurs thèmes, notamment la réalité de l'édition en Algérie, les cinq dernières années, la distribution et la traduction, le livre en milieu scolaire et l'e-book, outre la lutte contre le piratage, la protection des droits d'auteur.

Au volet culturel, des conférences sont au programme sur le savant Mohamed ben Abi Chanab et les innovations destinées aux personnes à besoins spécifiques, ainsi qu'en histoire sur la Journée de la victoire (19 mars). Le livre des adolescents et jeunes et la bande dessinée en Algérie seront également au menu de ces conférences.

Un protocole sanitaire strict sera mis en place à cette occasion, notamment l'accès uniquement pour les plus de 16 ans, la distanciation physique, la mise à disposition du gel hydro-alcoolique au niveau des entrées et le rappel périodique des mesures préventives.

Un grand écran sera également installé dans ce pavillon pour diffuser les conférences, outre une application permettant l'accès à l'ensemble des maisons d'édition et leurs ouvrages, ajoutent les organisateurs.

Cette initiative vise à "redynamiser la scène culturelle après une année de paralysie quasi-totale en raison de la pandémie, qui a frappé de plein fouet le domaine de l'édition", expliquent les organisateurs qui assurent que ce rendez-vous sera désormais "annuel au mois de mars".

Concernant l'impact de la pandémie sur l'édition, M. Kallab Debbeh a affirmé que ce secteur "a été considérablement impacté par la pandémie, d'où une réduction des prix des pavillons pour les éditeurs", appelant le ministère de la Culture à "soutenir ces éditeurs à travers ses mécanismes de soutien" ainsi que "l'élaboration d'un cahier de charge pour définir les véritables éditeurs méritant ce soutien".

APS

ORAN

Le théâtre reprend ses activités après une année d'arrêt

Le Théâtre régional d'Oran "Abdelkader Alloua" a repris ses activités après près d'une année d'arrêt, avec un riche programme notamment en ce qui concerne les spectacles pour enfants. Tout un programme au profit du jeune public a été tracé, souligne la même responsable, déclarant "nous avons repris les spectacles pour enfants tous les samedis et mardis après-midi et un programme spécial pour les vacances du printemps a été mis en place, avec un spectacle par jour du 11 au 19 mars".

S'agissant des mesures de prévention contre Covid-19, le directeur du TRO a assuré que la distanciation sociale est assurée et que le nombre de places a été réduit de plus de la moitié, avec un siège sur deux qui doit rester vide.

Un programme pour le public adulte a également été tracé pour le mois de mars qui sera marqué par plusieurs événements culturels dont la commémoration de l'assassinat du grand dramaturge Abdelkader Alloua avec une grande exposition d'un important fond documentaire, prévue le 10 mars.

Par ailleurs, le TRO accueillera, samedi, deux troupes de musique andalouse, qui se produiront sur les planches dans le cadre du festival "Andalus" organisé par l'association "D'art D'art". Les troupes se produiront sans public et la soirée sera filmée et diffusée sur le net, comme l'a prévu les organisateurs qui comptent diffuser également des concerts de troupes de Marseille, de Montpellier et de Paris.

APS

CLOTURE DU FESTIVAL INTERNATIONAL DU COURT-MÉTRAGE D'IMEDGHASSEN

Le prix du jury décerné au film algérien "Sotra"

Le rideau est tombé, sur le Festival international du court-métrage d'Imedghassen au théâtre régional de Batna avec la remise des prix aux meilleures œuvres des deux compétitions internationale et nationale, en présence d'un public nombreux et des amateurs de 7ème art.

Le prix du meilleur tournage a été attribué ex aequo au film russe "Child's happiness" d'Andreï Kudorov et au film algérien "La page blanche" du réalisateur Nadjib Amraoui, tandis que le court-métrage "Philosophie", du réalisateur Fadhel Abdelatif du Maroc, a décroché le prix de la meilleure réalisation. Quant au prix du jury, il a été décerné au film "Sotra" du réalisateur algérien Abdallah Aggoune.

Concernant la compétition nationale, le prix du meilleur film a été attribué au film "Nota" d'Imad Benamoura, celui du meilleur scénario au film "Domino" coréalisé par Mohamed Allouane et Farid Noui, le prix du meilleur tournage à la production "Kayen ouala ma kanech" de Abdallah Kada et celui de la meilleure réalisation à "Nos souvenirs" de Farid Noui et Walid Benyahia. La soirée de clôture à laquelle a pris part le wali de Batna, Toufik Mezhoud, a donné lieu à la distinction de figures de la scène artistique nationale et locale, dont Mohamed El Aouadi, Malika Bel-



bey, Nawal Messaoudi et Mabrouk Feroudji ainsi qu'un hommage particulier au réalisateur Ahmed Rachdi. La manifestation, organisée par la coopérative Lemsa, a vu la projection de 14 courts-métrages de

réalisateurs de 14 pays et 12 autres courts-métrages de plusieurs wilayas. Ces films ont été projetés à la cinémathèque Aurès ouverte à l'occasion après une opération de réhabilitation et de restauration

après 20 années de fermeture. Plusieurs stars nationales, dont le réalisateur Ahmed Rachedi et des comédiens à l'instar de Salah Aougrou et Hakim Dekkar étaient présents à cette édition du court-métrage d'Imedghassen qui a attiré un public nombreux de Batna et des wilayas voisines. Des ateliers de formation aux métiers du cinéma ont également été organisés au cours de cette manifestation au profit de jeunes par des enseignants spécialisés de l'université Batna-2. A l'ouverture de ces journées du court-métrage, Ahmed Rachedi a salué l'initiative, estimant qu'elle constitue un pas vers la relance et la dynamisation de la scène cinématographique et culturelle. Le Festival de quatre jours a été marqué par l'organisation d'excursions vers des sites archéologiques de la wilaya de Batna, dont Timgad et le tombeau royal numide d'Imedghassen, selon son Commissaire Issam Taâchit qui a mis l'accent sur la dimension artistique, culturelle et touristique de la manifestation.

APS

BERLIN INTERNATIONAL FILM 2021

Le palmarès des compétitions Génération et courts métrages dévoilé

Les palmarès des compétitions Génération et courts métrages ont été dévoilés. La section Génération est consacrée à des films pouvant s'adresser à un jeune public. Cette section est divisée en deux programmes : 14plus (pour les plus de 14 ans) et Kplus (moins de 14 ans).

Le Grand Prix du programme 14plus est allé à La Mif du Suisse Fred Baillif. Ce film raconte l'histoire d'adolescentes dans un foyer d'accueil qui sont encadrées par des éducateurs. Cette expérience familiale forcée crée des tensions au cœur de l'intime.

Quant à la section Génération KPlus, le lauréat du Grand Prix du meilleur film a été Summer Blur du réalisateur chinois Han Shuai. Ce film raconte l'histoire de Guo, 13 ans, qui, un jour,

voit l'un de ses amis se noyer. Choquée, Guo s'enfuit, tandis qu'une mention spéciale a été décernée à A School in Cerro Hueso de l'argentine Betania Cappato. Trois prix ont été décernés pour la compétition courts métrages. L'Ours dor du meilleur court métrage est allé à My Uncle Tudor de la Moldave Olga Lucovnicova. Dans le cadre idyllique d'une maison de famille, de vieilles tantes évoquent le passé et oncle Tudor répond aux questions et aux accusations de la réalisatrice. L'Ours d'argent a été décerné à Day is Done du Chinois Zhang Dalei tandis que le prix du court européen a été remis à Easter Eggs du Belge Nicolas Keppens. Parallèlement, le jury international du court métrage, composé de l'artiste égyptien Basim Magdy, de la directrice de la photographie autri-

chienne Christine A Maier et de l'acteur allemand Sebastian Urzendowsky, a décerné l'Ours dor du meilleur court-métrage au documentaire d'Olga Lucovnicova, Mon oncle Tudor (Belgique / Portugal / Hongrie). Selon le jury, le réalisateur « nous conduit à travers la complexité de démentir un traumatisme infantile. Son courage personnel, combiné à sa maîtrise cinématographique, crée un film à la fois puissant et émotionnel. Le prix du jury de l'ours d'argent a été décerné au film de fiction du réalisateur chinois Zhang Dalei, Day Is Done. Le jury a également sélectionné le film d'animation Easter Eggs (Belgique / France / Pays-Bas), réalisé par Nicolas Keppens, comme candidat de Berlin aux prochains European Film Awards.

Abeer.B

Astérix : Alain Chabat à la réalisation d'une série animée pour Netflix

Astérix arrive bientôt sur Netflix. Le géant du streaming s'associe à Albert Rene Edition et annonce qu'Alain Chabat réalisera une série basée sur la célèbre BD de René Goscinny et Albert Uderzo. Ainsi, près de 20 ans après Astérix et Obélix : Mission Cléopâtre, Alain Chabat s'apprête à retrouver cet univers classique de la BD. «

Ecrire et réaliser une série d'animation a toujours été un rêve. Je suis ravi de pouvoir le réaliser avec Astérix dont je suis fan depuis des années ! Cela s'annonce comme une aventure extraordinaire », a confié Alain Chabat. La série sera en 3D et adaptera la bande dessinée Le Combat des chefs, septième aventure d'Astérix et Obélix publiée en 1963. Dans

cette histoire, Panoramix y perd la boule, et donc la recette de la potion magique, après avoir reçu un menhir sur la tête. Le film Astérix et le Coup du menhir de 1989 racontait déjà, en partie, cette histoire. Cette série succède au film d'animation d'Alexandre Astier et Louis Clichy, Le Domaine des Dieux et Le Secret de la Potion

Magique. Notez qu'ailleurs, Guillaume Canet est à la réalisation d'un film Astérix en live-action. Ce film, Astérix et Obélix et l'Empire du milieu, est toujours en tournage. A son casting on trouve Canet lui-même dans le rôle d'Astérix, Gilles Lellouche en Obélix et Marion Cotillard en Cléopâtre.

AFP

TÉLÉ

france·2 Brest / Paris-SG



21h00

Coupe de France. 16e de finale. Brest / Paris-SG.

TMC

Columbo

21h05



Elliot Markham, un architecte célèbre, est sur le point de réaliser un projet immobilier de très grande envergure.

G STAR

Ghost Adventures



21h07

Zak, Nick et Aaron se rendent à la frontière mexicaine, où une forte activité paranormale a été relevée en deux endroits.

6

Hawaii 5-0

21h05



Cullen a été tué dans l'explosion de sa maison. L'explosif ressemble à celui qui avait été retrouvé chez Steve.

VISION



TF1 The Voice, la plus belle voix



21h05

De nouveaux talents se présentent face aux chanteurs et jurés.

france·3 Commissaire Magellan



21h05

Le caporal Mareski regagne sa garnison à l'issue d'une permission quand il est victime d'un accident de la route mortel.

NRJ

Modern Family



21h05

Les familles Pritchett et Dunphy, déterminées à s'amuser, passent la journée dans un célèbre parc d'attractions.

Janet Jackson sera au cœur d'un nouveau documentaire diffusé l'année prochaine



Janet Jackson va avoir le droit à un documentaire en forme de rétrospective sur sa carrière. A l'occasion des 40 ans de la sortie de son premier album, la chaîne Lifetime a prévu de diffuser, sur deux soirées consécutives, un film de quatre heures intitulé sobrement JANET. Le premier opus de la star, Janet Jackson, étant sorti en 1982, alors qu'elle n'avait que 16 ans, il faudra donc attendre l'année prochaine pour visionner le projet.

JANET est en tournage depuis trois ans et a suivi notamment la chanteuse et sa famille alors qu'elle devait affronter la mort du patriarche des Jackson, Joseph, décédé en 2018. Les réalisateurs se sont aussi intéressés à certains des événements les plus marquants de sa vie professionnelle et personnelle. JANET explorera aussi la relation de l'interprète de All For You avec son frère Michael Jackson et sa réaction après sa mort. D'après le communiqué de presse de A + E, qui produit le film, le réalisateur Ben Hirsch (qui travaille déjà sur un documentaire consacré à la rivalité entre les boxeurs Frank Bruno et Mike Tyson) promet « un accès sans précédent à la vie de la membre du Rock and Roll Hall of Fame, et un regard intime, honnête et sans filtre sur l'histoire inédite de l'une des artistes les mieux rémunérées de l'histoire de la musique.

L'année dernière, Janet Jackson avait annoncé la sortie d'un nouvel album ainsi qu'une grande tournée mondiale, baptisée Black Diamond. L'album n'est toujours pas paru, et la tournée, comme tous les événements musicaux depuis le début de la pandémie, a été annulée.

Quotidien National d'Information
Edité par la SARL NATION EDITION
Capital social de 100 000,00 DA

Directeur général
Omar ATTIA

Directeur de la Publication
Mohamed BOUAZDIA

Impression
Centre : SIA
Est : SIE
Sud : SIA
Ouest : SIO

Distribution
Centre : La Nation
Est : La Nation
Sud : La Nation
Ouest : La Nation

Pour toutes vos publicités, contacter ANEP, 1 rue Pasteur Alger-Centre
Tél/Fax : 023 50 80 05

Siège social
30, rue Mehdi Ben Toumert, Bologhine, Alger

Siège de la rédaction
3, rue Ali Boumendjel, Square Port-Saïd, Alger-Centre
Tél/Fax : 021 71 47 67

RIB : BDL 005 00170 4002162000 18

Tous les manuscrits, lettres et tous documents remis à la rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

FORUM DE LA RADIO DE TIZI-OUZOU

La pensée de Feraoun victime de la censure des autorités coloniales

La pensée de l'écrivain Mouloud Feraoun a été victime de la censure des éditeurs et d'un discours à visées idéologiques et politiques qui avaient déformé son rapport au colonialisme et à la Guerre de libération nationale.

Invités au forum de la radio locale consacrée à l'évocation de l'écrivain, ses enfants, Ali et Fazia Feraoun ont pointé du doigt la responsabilité des autorités coloniales françaises dans la déformation de son combat et de sa pensée ainsi que son assassinat par un commando de l'IOAS, le 15 mars 1962.

Les éditions du "Seuil" qui ont édité "Le fils du pauvre" ont "supprimé des passages importants du roman, près d'un tiers, qui traitaient de la 2ème Guerre mondiale décrivant la France comme une nation vulnérable battue par l'Allemagne, au motif de l'adapter au format d'édition de poche", a soutenu sa fille et universitaire, Fazia. "Une manipulation qui a expurgé le roman de tout contenu subversif à l'ordre colonial, toutefois, toujours là, en seconde lecture", dira-t-elle, déplorant, cependant, que "cela ne l'a pas épargné d'être la victime d'une lecture et d'un discours à visées idéologiques et politiques tendant à le discréditer au lendemain de l'indépendance du pays".

Citant plusieurs passages de ses différentes œuvres qui illustrent ses opinions, elle a souligné qu'"il était révolutionnaire et en avance même sur son époque et n'avait nulle sympathie vis-à-vis de l'ordre colonial et ses opinions étaient aux antipodes de celles de l'assimilation et l'acculturation". Feraoun, a-t-elle renchéri, "était même en avance même sur sa société dont il n'hésitait pas à pointer les manquements et qu'il cherchait à révolutionner", illustrant son propos par sa description du travail des femmes qui était individualisées dans ses romans et la place qui leur est accordée.

"Il n'y avait pas de place pour



l'anonymat dans ses romans, ses personnages féminins avaient chacun un nom et leur travail était cité et mis en valeur, de même qu'il n'y avait pas de personnages féminins marginaux", a-t-elle fait remarquer, à ce propos.

Elle a, également, remis en cause l'idée de "l'amitié supposée" entre son défunt père et certains écrivains français dont Albert Camus et Emmanuel Roblès qui, a-t-elle dit, "n'avaient pas la même vision de l'Algérie que lui", et ayant "une responsabilité dans la censure dont il a été victime", s'agissant de Roblès. De son côté, Ali Feraoun, fils aîné de l'écrivain et président de la fondation éponyme, a indiqué qu'avec le recul et les différents recoupements de faits recueillis, il a acquis "la conviction" que les autorités coloniales françaises étaient au courant de l'assassinat de son père.

Racontant les circonstances de

son assassinat, il a indiqué que "quelque temps auparavant, il avait reçu plusieurs lettres de menaces de l'IOAS et une lettre du gouverneur-général qui annulait un voyage qu'il devait effectuer dans un pays étranger dans le cadre de son travail en tant que cadre des centres sociaux". "Une manœuvre" qui, dira-t-il, "était destinée à le maintenir ici en Algérie".

Pour lui, les autres victimes assassinées ce jour-là lors de l'attentat qui avait coûté la vie à son père n'étaient que "des victimes collatérales destinées à maquiller son assassinat et à faire croire à un attentat quelconque".

Ali Feraoun a aussi souligné que, de par "sa nature et son tempérament", son père "n'était pas un homme à crier son engagement sur tous les toits, mais, qu'il était en étroite collaboration avec les dirigeants de la Révolution, dont, notamment, les responsables de la Wilaya III historique, en parti-

culier, Mohammedi Said".

Il a ajouté que ses positions sont contenues dans son "Journal" édité en septembre 1962 exprimant clairement ses idées vis-à-vis de l'ordre colonial déjà exprimées au lendemain des événements du 8 mai 1945 avant même le déclenchement de la Guerre de libération nationale. Des positions qui lui avaient valu, a-t-il indiqué, "différentes pressions et d'être écarté de différents concours".

Déplorant, à son tour, la marginalisation dont a été victime son père au lendemain de l'indépendance, il dira que "ses positions ont été tout simplement mal comprises" et que ce n'est qu'à partir des années 2000 que ses textes font l'objet de lecture scientifique et littéraire, grâce aux travaux de chercheurs américains et japonais, notamment. L'écrivain Youcef Merahi, à considérer pour sa part, que Mouloud Feraoun, connu également sous le nom de Fouroulou, a été "un témoin de son époque dont le discours était une chronique de la vie indigène contredisant le colonial et un écrivain subversif qui dénonçait la réalité coloniale en valorisant les siens".

Feraoun, a-t-il soutenu, "opposait à l'ordre colonial, par ses écrits, la condition des siens en produisant un contre discours valorisant en opposition au discours colonial dominant, citant, à ce titre, le discours dégradant de l'enquête sur la misère en Kabylie réalisée par Albert Camus en 1939".

Il a, même, a-t-il ajouté "dépassé la définition étroite de l'identité en intégrant dans ses romans des personnages hybrides d'horizons, culturelles, religieuses, linguistiques et politiques diverses, qui constituent la société algérienne".

APS

TLEMCEN

Une exposition d'arts plastiques sur le thème "Confluences" ouverte à Maghnia

Une exposition d'arts plastiques ayant pour thème générique "Confluences", s'est ouverte à la galerie d'art de Maghnia, avec la participation de trois artistes de la ville d'Oran, en l'occurrence Noureddine Belhachemi, Slimane Cherif et Hasna Khadir. Organisée par le Centre des arts et des expositions de Tlemcen (CAREX) en collaboration avec le collectif d'artistes peintres de Maghnia, cette exposition qui s'étalera sur deux semaines, permettra au public local de contempler la quarantaine d'œuvres contemporaines et les trois styles qui représentent le long parcours artistique de Noureddine Belhachemi, professeur à l'école régionale des Beaux-arts d'Oran, Cherif Slimane, également professeur à la faculté des lettres et des arts de l'université de Mostaganem et Hasna Khadir, un artiste autodidacte pétri de talent. Le point commun chez ces artistes est le style contemporain qui leur permet de laisser libre cours à leurs sensations et leurs émotions et de "devancer la société par leur création", comme l'a souligné Slimane Cherif, qui a déclaré "je peints comme je le ressens en faisant fi des techniques de base qu'on enseigne aux étudiants. C'est dans l'art abstrait que je préserve ma liberté de penser et de m'exprimer". Pour Hasna Khadir, "ce sont les émotions et le mariage des couleurs avec en prime la spontanéité naturelle qui distingue ma personnalité qui m'aident à donner naissance à mes œuvres". Noureddine Belhachemi puise son inspiration dans la femme et le patrimoine national. Ses tableaux de couleurs joyeuses avec prédominance de la couleur verte, couleur de l'espoir, rendent hommage au patrimoine et aux traditions algériennes, a-t-il expliqué. Ces artistes, qui ont parcouru un long chemin au niveau national et international, se sont déclarés honorés par cette exposition qui leur permet de rencontrer de vieux amis artistes et d'être au contact du public maghnaoui sensible à l'art plastique et aux arts visuels. Dans ce contexte, Aminé Boudéfla, directeur du CAREX a souligné que cette exposition fait suite à d'autres déjà organisées dans cette ville qui dispose d'un noyau d'artistes talentueux, à l'instar de Kefmer et Mouss. Cette exposition, qui valorise l'art plastique national, s'inscrit également dans une vision de promotion et de développement de l'art en général dans une ville qui respire l'art, a-t-il conclu.

APS

AUJOURD'HUI À AIN TÉMOUCHENT

La littérature féminine thème d'un colloque national

La maison de la culture "Aïssa Messaoudi" d'Ain Témouchent organise, à partir de samedi prochain, la première édition du colloque national de la littérature féminine. Cette rencontre est co-organisée avec l'université "Belhadj Bouchaïb" d'Ain Témouchent dans le cadre d'une vision prospective portant, entre autres, sur l'accompagnement de femmes de lettres par des laboratoires de recherche scientifique et l'encouragement de la femme à mettre en exergue ses œuvres littéraires, a souligné le directeur de la maison de la culture, Mohamed Amine Mekkaoui. Ce colloque de trois jours verra la participation de plus de 30 écrivaines et poétesses qui auront l'opportunité d'étaler leurs expériences dans le domaine de l'écriture littéraire et poétique. Un stand pavillon sera réservé à la vente dédiée de leurs œuvres littéraires, a-t-on fait savoir. A cette rencontre, seront également présentes de jeunes écrivaines en herbe dont l'âge ne dépasse pas 17 ans qui auront l'occasion d'échanges avec des universitaires et femmes de lettres. Cette édition traitera du domaine littéraire romanesque à travers une étude académique critique des œuvres participatives et de la réalité de la littérature féminine, en plus de l'échange d'expériences avec des universitaires spécialisés en domaine littéraire.

APS

Deux œuvres de la Renaissance restituées au Louvre 40 ans après leur vol

Près de quarante ans après leur vol, deux œuvres d'art du milieu du XVIe siècle ont été restituées au musée du Louvre à Paris mercredi, par la police, qui a retrouvé leur trace lors d'une succession dans le sud-ouest de la France.

Ce casque et cette dossière d'armure (haut du dos) avaient été légués au mondialement célèbre musée parisien en 1922 par la famille Rothschild, avant d'y être dérobés dans la nuit du 31 mai 1983, dans des circonstances qui n'ont jamais été éclaircies.

Mi-janvier, un expert en antiquités militaires, sollicité pour expertiser ces œuvres dans le cadre de la succession d'un habitant de Bordeaux (sud-ouest), a alerté les policiers de

l'Office central de lutte contre le trafic des biens culturels.

L'enquête, ouverte par le parquet de Bordeaux pour recel, devra tenter de déterminer comment les deux pièces, incrustées d'or et d'argent selon la technique du damasquinage, probablement réalisées par un atelier milanais vers 1560-1580, ont atterri chez le particulier bordelais dont la famille réglait la succession.

"J'étais certain qu'on les verrait réapparaître un jour car ce sont des objets trop particuliers", déclare Philippe Malgouyres, conservateur en chef du patrimoine au département des objets d'art du Louvre. "Mais je ne pouvais pas imaginer que le scénario soit aussi

favorable, à savoir qu'il s'agisse d'un recel en France et que les deux objets soient encore ensemble". "Ce sont des armes de prestige, d'un savoir-faire virtuose, un peu l'équivalent des voitures de luxe aujourd'hui", a-t-il ajouté. "Au XVIe siècle en Occident, les armes deviennent des objets de très grand luxe, l'armure devient un endroit de luxe et d'ornement qui n'a rien à voir avec son usage". Selon Jean-Luc Martinez, le président-directeur du Louvre, le dernier vol survenu dans le musée le plus visité au monde - avant la pandémie - remonte à 1998. "Un tableau de (Jean-Baptiste Camille) Corot que nous recherchons toujours", a-t-il précisé.

AFP

Nombres croisés

	1	2	3	4	5	6
I						
II						
III						
IV						
V						
VI						

HORIZONTALEMENT

I. Jeux Olympiques à Los Angeles. II. L'année de la déclaration d'indépendance des Etats-Unis. III. On coche 5 numéros au loto, mais sur combien de numéros en tout ? Un multiple de 17. IV. Un gros modèle de la gamme Peugeot. V. Carré de 11. VI. Compte à rebours.

VERTICALEMENT

1. Cette année marque la fin définitive de l'esclavage en France. 2. Certains disent "nonante". 3. Nombre de cases dans une grille de sudoku. Nombre total de commandements dans la Torah. 4. Année de la chute de l'empire romain, qui marque traditionnellement le début du Moyen-Âge. Un chiffre qui rappelle les flics. 5. Le nombre total de cartes au jeu de tarot. Une équipe de football au complet. 6. En mètres, la longueur d'un mile anglais.

Grille muette N° 178

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												

Horizontalement

1 Débauche sans états d'âme. 2 On ne sait plus où ils sont. 3 Entorses à l'esprit sportif. - Ils sont plusieurs à avoir. 4 Propulsé. - Ancêtre bien roulée. 5 Répète encore et encore. 6 Crée des liens. - Fait le lien. - Solidement charpenté. 7 Ecolo quand il concerne les déchets. - Attire l'attention. - Est donc une fashion victim. 8 Peut être considéré comme un don. - Raccourcis le pantalon. 9 Bonne femme. - Restaure le tableau. 10 En connaît un rayon. - Commune dans les bains. 11 Les premiers à écrire. 12 Toit enneigé. - On y garde le champagne au frais.

Verticalement

1 Recèle des carats. 2 Ennui presque complet. - Rendre plus joli. 3 Roule à la montagne. - Perce le panier. 4 Construite solennellement. - Façon de faire les oeufs. 5 Père de Célestine. - N'a plus lieu d'être. 6 Des belges très fortes. - Chauds dans les climats tempérés. 7 Le début d'un cycle. - Dort à moitié. 8 Grande Cyclade. - Peuple d'Afrique qui a beaucoup souffert. 9 Unité acoustique. - Ont les mêmes propriétés partout. 10 Poissons fins. - Plante grimpanche appréciée par Tarzan. 11 Obstacle au plaisir. - Vieille croûte. - Décimés lors de la nuit des longs couteaux. 12 Existe. - Voile carrée.

Mots croisés grille N° 178

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
1															
2															
3															
4															
5															
6															
7															
8															
9															
10															
11															
12															
13															
14															
15															

Horizontalement

1 De façon non violente. 2 Lawrencium. - Commune de l'Ariège. - Oseille du jardin. 3 Celle du diable défend l'indéfendable. - Sommets difficiles à atteindre. - Contracté. 4 C'est-à-dire. - Tu peux le faire pour un projet tortueux. - Strontium. 5 Très épais. - Se voient sur les voiles. 6 Jamais ancien. - Argent. - Associé à 'peace' chez les Babas-cool. 7 Le ciel tombe en morceaux. - Allongea. - A toujours le dernier mot. 8 Ne servent à rien. 9 Mille-pattes. - Agence européenne. - Début d'une longue série. 10 Montas le mur dans les règles de l'art. - Ebéniste français d'origine allemande. 11 Fut enlevée par Héraclès. - On ne souhaite pas le manger par la racine. 12 Accord d'autrefois. - Le fait sur les semis. - Négation. 13 Foulée. - Epuisent. 14 Dans l'alphabet grec. - Mieux que bis. - Touchées. 15 Avertissements. - Elle existe.

Verticalement

1 Formulée par le 3 horizontal. - Trous dans le mur. 2 Il a suivi Vercingétorix. - Caractère de ce qui n'existe nulle part ailleurs. 3 Peintre italien du XVème siècle. - Ecole d'apprentissage maritime. 4 Avaient pour capitale Cuzco. - Port d'Israël. 5 Fit confiance (Se). - Très léger. 6 Causés par les médicaments. - Traverse le pays. 7 De pie pour le chef d'orchestre. - Gardas secret. - Vit souvent dans les nuages. 8 La fin des poux. - Dotées d'armes. 9 Ancien supplice. - Baie d'Orient. 10 Déficit par rapport aux prévisions. 11 Enervé. - Elle est loin de la réalité. 12 Pour attraper le poisson. - Préposition savante. - Pour un rang indéterminé. 13 Thallium. - Son saut ne mène pas loin. - Période sombre. - Ou encore zéro. 14 Ville roumaine. - Province de la Chine du nord. - Semblable. 15 Prêt condamnable. - Ennui. - Peuvent servir aux loisirs. - Réfléchi.

Le prix de l'homme baisse quand il n'a plus l'usage de sa liberté.



Hô Chi Minh

Ça s'est passé un...6 Mars

1869 : Mendeleïev met de l'ordre dans la chimie

Les murs de nos établissements scolaires et de nos laboratoires sont tous ornés d'un tableau explicite intitulé « classification périodique des éléments ». On doit cette représentation des constituants de la matière à un chimiste russe de 35 ans, né à Tobolsk, en Sibérie, Dimitri Ivanovitch Mendeleïev. Faute de disposer d'un bon manuel, ce professeur renommé de l'université de Saint-Petersbourg rédige lui-même un ouvrage en deux volumes sur les Principes de la chimie. Ce travail l'amène à réfléchir sur la manière d'ordonner les 63 éléments chimiques déjà connus comme l'hydrogène, l'oxygène, le fer, le carbone...



De la théorie à la vérification expérimentale

En classant les éléments d'après le poids de leur atome, Mendeleïev observe que leurs propriétés chimiques se répètent à intervalles réguliers. C'est ainsi que le 6 mars 1869, il présente devant la Société chimique russe un projet de classification périodique à lignes et à colonnes, où tous les éléments d'une même colonne affichent des propriétés comparables. Deux ans plus tard, il améliore le tableau en prévoyant des cases vides pour des éléments encore inconnus. La célébrité lui vient en 1875, lorsque le chimiste Paul-Émile Lecoq de Boisbaudran ayant découvert un nouvel élément, le gallium, celui-ci trouve exactement sa place dans le tableau. En 1913, lord Rutherford explique la répétition périodique des propriétés des éléments par le nombre d'électrons qui gravitent à la périphérie de l'atome. Une ligne du tableau correspond au remplissage d'une couche périphérique. À l'extrémité de la ligne, on trouve les gaz rares, avec une couche saturée en électrons. On fait alors un « retour chariot » et l'on passe à la ligne suivante avec une nouvelle couche d'électrons. Les travaux de Mendeleïev témoignent de l'essor de la science et des techniques au milieu du XIXe siècle, y compris en Russie, où la culture s'épanouit sous le règne du « tsar réformateur » Alexandre II. Rien qu'en 1869, les Occidentaux peuvent assister à l'invention de la « houille blanche » (l'électricité produite par les chutes d'eau) ainsi qu'à l'inauguration du canal de Suez et, aux États-Unis, du premier chemin de fer transcontinental... Mais dix ans plus tard, la montée des nationalismes et des intolérances commenceront à mettre à mal la foi des Européens dans le progrès.

1946 : Accord Hô Chi Minh-Sainteny



Le 6 mars 1946, peu après avoir proclamé l'indépendance du Viêt-nam, Hô Chi Minh signe un accord avec Jean Sainteny, Compagnon de la Libération et commissaire de la République pour le Tonkin et l'Annam du Nord. Par cet accord, la France reconnaît l'indépendance de la République Démocratique du Viêt-nam dans le cadre de l'Union française. Cet accord sera vite rendu caduc sous l'effet de provocations des deux bords...

Mots Fléchés N° 178

ROUSSETTE	SOURCE THERMALE	PENSÉE RELIGIEUSE	PERSISTA	ARBUSTE DÉCORATIF	SUPÉRIEUR RELIGIEUX	OSSELET
BIQUET	ÉCOLE DE L'ÉTAT	OS MOBILE		CONSOLA OPPOSÉS AUX USAGES	RECRUTER	REPAS DU CHRIST
UN ION			PRINCE DE MONACO			
ERRÂT			DÉSIGNÉE			
		MOURURENT				
		DISTINCTE				
HÉROS DE GUERRE CIVILE	DISPOSAI DES TONS MYSTIFIAS			BRÈCHE		
		POSAI UN ENDUIT EMPÊCHER			LAWRENCIUM SUR LA TABLE PRÉNOM	MANQUANT D'ÉNERGIE
GARANTIE EN DROIT				PRISE SUR LE TAPIS MONTANT		L'OR, EN CHIMIE TISSU À UN TON
FORME DE DIAMANT		FIT APPEL BOVIDÉS À LASCAUX				ANCIENNE DANSE DE COUR
	CELÉE		JAMAIS PETITE ENCLUME D'ORFÈVRE		ATTRIBUT FAMILIAL VERRE DE BRASSERIE	
GARDER LE MEILLEUR			UNE ROCHE TANNÉ À L'ALUN		PRENNE SON REPAS PRÉNOM DE PRINCESSE	
		VER PARASITE FEMME AU COUVENT				PRONOM ADVERBIAL GÉNIES NORDIQUES
SÉANCES DE COUR				FINIT DE LA MÊME MANIÈRE UN PRÉNOM		ENGIN À RAYON PUISSANT
	IL FINIT EN BARRES PRESQUE JAMAIS	ŒUF SUR LA TÊTE	CONSTELLÉ			
FUREUR OUBLIÉE			SIDÉRE			
		AU NORD D'ARRAS REMET EN PLACE				VANITEUX, FANFARON DÉPOSER UN ENJEU
NOM DE VALLEE			APPUYÉS COURS COURT			
VIE DE RIMBAUD						SUE POUR TOUJOURS
				DÉCHIFFRE	ORATEUR RÉPUTÉ CHEVEU	
EXPRIMÉE	POISSONS À CAVIAR					COURS QUI DÉBUTE ASSEMBLA
			ENGRAIS POLLUANT FRACTION DE YEN			PARASOL OU CEMBRO
EXHORTÉE	LE CURIE ABRÉGÉ	ASSIMILA IL CHANGE DE TON		CHIFFONNÉ CE N'EST PAS ELLE		
				CONIFÈRE COMMUN		PICCOLO
PERSONNE PUISSANTE				DE COULEUR FAUVE		

Mots mêlés

S S S A U B A G N E
E P A A M V E N C E
L U L M I R A M A S
R A O G E X A C O E
A L N E G N A R O R
T O U L O N G L R E
N D S T N U E I E Y
I N P E E N I L D H
C A S S U J E R F L
E B E L S I S S A C

AIX
APT
ARLES
AUBAGNE
AUPS
AVIGNON
BANDOL
CANNES
CASSIS
DIGNE
FREJUS
HYERES
LUNEL
MIRAMAS
NICE
ORANGE
SALON
SORGUES
TOULON
VENCE

Décès du moudjahid Boukara Mohamed Habib

Le moudjahid Boukara Mohamed Habib s'est éteint jeudi dans la ville de Theniet El Had (wilaya de Tissemsilt) à l'âge de 81 ans suite à une maladie, a-t-on appris du musée du moudjahid de la wilaya. Né en 1939 dans la commune de Theniet El Had, le défunt Boukara a rejoint les rangs de la glorieuse Armée de libération nationale en 1956 comme moudjahid à la zone 3 de la wilaya IV historique. Le moudjahid défunt a déjà enregistré son témoignage vivant au niveau du musée de la wilaya où il a évoqué de nombreux hauts faits de la révolution à Theniet El Had et des zones avoisinantes durant la glorieuse guerre de libération nationale. Le corps du défunt sera inhumé dans l'après-midi au cimetière de Sidi Bendjelloul de la ville de Theniet El Had.

HORAIRE DES PRIERES

SOBH	DOHR	ASSER	MAGHREB	ICHA
06:12	13:03	15:58	18:48	20:13

Météo

Alger	☀️	20	Tizi Ouzou	☀️	17
Tiaret	☀️	20	Béjaïa	☀️	18
Constantine	☀️	17	Oran	☀️	21

WILAYA D'ALGER

Plus de 100 kg de drogue saisis et 11 suspects arrêtés

Les services de sûreté de la wilaya d'Alger ont saisi, dans deux opérations distinctes, près de 104 kg de drogue et arrêté 11 suspects, indique jeudi un communiqué des mêmes services. La brigade de la police judiciaire relevant de la circonscription administrative de Draria a neutralisé une bande de malfaiteurs spécialisée dans le trafic de drogues à Alger. A l'issue des investigations, deux individus ont été arrêtés en possession d'une quantité de 4,951 kg de cannabis, note

la même source. Après perquisition du domicile du principal suspect, les éléments de la police ont saisi 24,5 kg de drogue et une somme de 495.000 Da, avant d'arrêter les autres suspects impliqués dans la même affaire et de saisir 9 téléphones portables et deux véhicules, a-t-on ajouté. Par ailleurs, la brigade antistupéfiants de la Circonscription administrative Centre de la police judiciaire de la Sûreté de la wilaya d'Alger a démantelé une bande de malfaiteurs composée de 7 individus. Les investigations qui ont duré plus de 3 mois, ont conduit à l'arrestation du principal suspect et de 6 autres individus, outre la saisie d'une quantité de 74 kg de cannabis et une somme d'argent dont 204 millions centimes, 90 dinars tunisiens et 179 yuan chinois. Il s'agit également de la saisie de 4 véhicules, 3 faux permis de conduire, un (1) faux registre de commerce et 10 téléphones portables. Les

mis en cause impliqués dans les deux affaires ont été déférés devant le Parquet territorialement compétent, conclut le communiqué.

FOUGHALA (BISKRA) Trois morts et un blessé par asphyxie dans un réseau d'assainissement

Trois (3) personnes sont décédées et une (1) autre a été blessée jeudi par asphyxie dans un réseau d'assainissement dans la commune de Foughala (40 km à l'Ouest de Biskra), a-t-on appris auprès de la direction de la Protection civile (DPC). Les trois (3) victimes travaillaient dans une entre-

prise chargée de la réalisation d'un projet de renouvellement des conduites principales d'assainissement au niveau de l'Avenue du 1er novembre 1954, relevant de cette collectivité locale, a indiqué la même source. Elles ont été extraites par les éléments de ce corps constitué, a-t-on précisé, soulignant que cette asphyxie est due à une intoxication par des gaz brûlés. Les dépouilles ont été acheminées par les éléments de la Protection civile vers la morgue de l'hôpital Mohamed Zebouchi de Tolga, a fait savoir la Protection civile, ajoutant que la quatrième personne, présentant des difficultés respiratoires, a été transportée vers le même établissement de santé pour bénéficier des soins médicaux nécessaires. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité territorialement compétents afin de déterminer les circonstances exactes de ce drame.

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

187 nouveaux cas, 152 guérisons et 5 décès

187 nouveaux testés positifs au coronavirus (Covid-19), 152 guérisons et 5 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé ce jeudi 04 mars à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar. Le total des nouveaux testés positifs au coronavirus s'élève ainsi à 113.943 dont 3007 décès, alors

que le nombre de patients guéris est passé à 78.805, a précisé encore le Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19. Le bilan officiel est toujours en baisse et ce, depuis le 11 février, où 267 contaminations ont été enregistrées. Le nombre de testés positifs évolue en dents de scie mais restait inférieur à 300 personnes par jour depuis le début de l'année en cours.

VARIANT BRITANNIQUE

Le Maroc suspend ses vols avec l'Algérie et l'Egypte

Les vols à destination et en provenance de l'Algérie ont été suspendus ce vendredi 05 mars 2021 par le Maroc. Le pays rejoint la liste de 20 pays dont les vols avec le Royaume sont interdits en raison de la progression du variant anglais, sud-africain et brésilien. L'annonce a

été faite par Office marocain Des Aéroports (ONDA) ce vendredi matin. L'Egypte est également concernée par cette mesure, qui est applicable jusqu'au 21 mars 2021. «*«* Soit également concernés les passagers en provenance de ces pays à travers un autre pays », lit-on.

AFGHANISTAN

14 morts dans une mine d'or ensevelie par une avalanche

Au moins 14 personnes sont mortes jeudi quand une avalanche a enseveli la mine d'or dans laquelle elles travaillaient dans la province de Badakhshan, dans le nord-est de l'Afghanistan, ont indiqué vendredi les autorités provinciales. "Malheureusement, 14 personnes ont été tuées à cause d'une avalanche dans le district de Raghistan", a déclaré Farid Nekfar, chef du service des catastrophes

naturelles de la province de Badakhshan. "Jusqu'ici, 12 corps ont été récupérés (...) Nous tentons de trouver les deux autres morts", a-t-il ajouté, précisant que la situation était compliquée par le fait que la zone est sous le contrôle des talibans. Un membre du Conseil provincial de Badakhshan, Ahmad Jawed Raghi, a indiqué que les victimes travaillaient dans une mine d'or quand l'avalanche est survenue.

APRÈS UNE ANNÉE DE CONFINEMENT

La santé mentale des enfants mise à rude épreuve



Depuis le début de la pandémie de Covid-19, au moins un enfant sur sept, soit 332 millions d'enfants dans le monde, a été soumis à une politique nationale de confinement obligatoire ou recommandé pendant au moins neuf mois, une situation qui met en péril sa santé mentale et son bien-être, affirme l'UNICEF. Alors que la plupart des enfants dans le monde ont vécu sous une forme ou une autre de confinement intermittent au cours de l'année dernière, une nouvelle analyse publiée jeudi par le Fonds

des Nations Unies pour l'enfance, qui utilise les données de l'Oxford Covid-19 Government Response Tracker, fournit un tour d'horizon de certaines des conditions de confinement les plus longues à l'échelle mondiale. Selon l'analyse, 139 millions d'enfants dans le monde sont soumis à des mesures nationales de confinement obligatoire pendant au moins neuf mois depuis que la Covid-19 a été qualifiée de pandémie le 11 mars 2020. De telles politiques, qui impliquent que ces enfants n'ont pas le droit de sortir de chez eux, sauf quelques exceptions, concernent des pays tels que le Nigéria, le Paraguay ou le Pérou par exemple. Sur les 332 millions d'enfants concernés, les 193 millions d'enfants restants sont soumis à des politiques nationales de confinement recommandé de-

puis la même période. "Avec les mesures de confinement nationales et les restrictions en matière de déplacements liées à la pandémie, l'année passée a été éprouvante pour chacun d'entre nous, en particulier pour les enfants", indique Henrietta Fore, Directrice générale de l'UNICEF. "Quand on vit chaque jour séparé de ses amis et de ses proches, et que l'on est parfois enfermé à la maison avec son agresseur, les effets sont dévastateurs. De nombreux enfants se sentent effrayés, seuls, anxieux et inquiets pour leur avenir. Chaque pandémie doit nous permettre de mieux aborder la santé mentale de l'enfant et de l'adolescent, et cela commence par accorder à ce problème l'attention qu'il mérite", a-t-elle ajouté.

DJIBOUTI

Au moins 20 morts de migrants jetés en mer

Mohamed Abdikar, le coordinateur de l'Organisation internationale pour les migrations en Afrique de l'Est et dans la Corne de l'Afrique, a posté sur son compte Twitter, qu'au moins 20 migrants sont morts noyés au large des côtes de la région d'Obock à Djibouti. Il a signalé que les 80 migrants se dirigeaient vers le Yémen et que des passeurs les ont jetés en mer. Abdikar a également souligné que des milliers de jeunes Africains tentent d'atteindre les pays arabes du Golfe via le Yémen. Il a expliqué que cet incident était le troisième du genre au cours des 6 derniers mois, ce qui porte le nombre total de décès à 70 personnes. En général, les passeurs jettent les migrants en mer, afin d'échapper aux autorités de sécurité.

CHLEF

Neutralisation d'un réseau de trafic de psychotropes

Un réseau criminel spécialisé dans le trafic de psychotropes a été démantelé par la brigade de recherche et d'intervention (BRI) de la sûreté de wilaya Chlef, qui a saisi 1.500 comprimés psychotropes, a-t-on appris, jeudi, auprès de ce corps sécuritaire. Dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogues et de psychotropes, la BRI a réussi à neutraliser un réseau criminel activant dans le trafic de psychotropes, avec la saisie en sa possession de plus de 1.500 comprimés psychotropes, a indiqué, à l'APS, le chargé de la cellule de communication auprès de la sûreté de wilaya, le commissaire de police, Chérif Ankoud. Le démantèlement de ce réseau est

intervenu suite à l'exploitation de renseignements portant sur la présence de personnes qui écoulaient des psychotropes à travers les quartiers de la ville, a-t-il ajouté. Les investigations menées par la BRI, ont permis l'identification et l'arrestation de trois individus, âgés entre 19 et 35 ans, à la cité "El Badr" de Chlef, qui ont été conduits au siège de la brigade pour compléter d'enquête, a-t-il précisé. La même opération a, également, permis la saisie en possession des personnes arrêtées, de plus de 1.500 comprimés psychotropes, en plus d'un véhicule utilitaire utilisé dans les déplacements des membres de ce réseau.

TURQUIE

Neuf soldats morts dans un accident d'hélicoptère

Neuf soldats turcs sont morts et quatre ont été blessés jeudi après que l'hélicoptère qui les transportait s'est écrasé dans le sud-est de la Turquie, a annoncé le ministère de la Défense turc, évoquant un "accident". "Neuf soldats héroïques sont tombés en martyrs et quatre ont été blessés dans cet accident", a déclaré le ministère dans un communiqué, précisant que celui-ci s'était produit dans la région de Bitlis. Les secours tentaient d'acheminer les blessés à l'hôpital, a ajouté le ministère, sans

donner de précisions sur la gravité de leur état. Selon la même source, l'appareil, un Cougar fabriqué par Airbus, a décollé de la ville de Bingöl pour se rendre à Tatvan peu avant 11H00 GMT, puis a disparu des radars une demi-heure plus tard. Les autorités sont parvenues à localiser le site de l'accident après avoir déployé des drones, un avion de reconnaissance et un autre hélicoptère. En 2017, un hélicoptère militaire s'était écrasé dans la province de Sirnak, frontalière de la Syrie et de l'Irak, faisant 13 morts.